



VENDREDI 12 OCTOBRE 2018

"Baisser mes émissions de CO2? Facile. Je fais cela plusieurs fois par jour, quand j'éteins ma voiture."

NYOUZ2DÉS : ENFIN UNE OPINION SENSÉE (par Vincent Mignerot)

En résumé : les solutions du GIEC (et tous les autres) ne fonctionnent pas sans détruire totalement l'économie mondiale.]

Hypothèses de travail et de communication ajustées avec le dernier rapport du GIEC.

Si les travaux de Jean-Marc Jancovici et Gaël Giraud notamment, ainsi que l'équation de Kaya sont solides et qu'il existe bien un lien (très) fort entre énergie et PIB, qu'aujourd'hui nous ne sachions pas découpler CO2 et PIB (non substitution des énergies à ce jour), si par ailleurs, comme nous en discutons régulièrement ici, les techniques et technologies de récupération du CO2 sont soit extrêmement limitées et en concurrence avec l'agriculture (modification de l'usage des sols et plantation d'arbres) soit totalement spéculatives (une machine quelconque), est-il possible d'interpréter les conclusions du rapport du GIEC de la façon suivante, en l'état des connaissances scientifiques ?

- la trajectoire qui permettrait de rester sous 1,5 °C implique une réduction du PIB mondial d'approximativement la moitié en 12 ans (baisse de 45% des émissions de CO2 avant 2030)

- Le PIB doit soit tomber à 0 en 2050, soit se maintenir à un niveau qui sera ajusté en fonction de techniques dont la mise en oeuvre est hypothétique à l'échelle et de technologies qui n'existent pas et n'existeront peut-être jamais, qui permettraient des émissions de CO2 immédiatement récupérées par la biosphère ou des machines

Est-ce que cette interprétation, en l'état de l'art sur les techniques et technologies vous paraît correspondre à ce que dit le GIEC ?

Vincent Mignerot

- ▶ **Le pétrole à 100\$: Un retour vers un passé connu ou un futur différent?** (Laurent Horvath) p.2
- ▶ **Profonde exaspération...** (Didier Mermin) p.4
- ▶ **Tangage en vue** (James Howard Kunstler) p.7
- ▶ **Apocalypse now** p.8
- ▶ **Dix points clés du rapport "1,5°C" du GIEC** (Vincent Rondreux) p.10
- ▶ **OMG! (Oh, My Gallon... of oil!)** (Jean-Marc Jancovici) p.15
- ▶ **Manger moins de viande pour lutter contre les changements climatiques?** p.22
- ▶ **La tyrannie du bonheur au service du capitalisme** p.24
- ▶ **Des journalistes du MONDE s'expriment sur le climat** (Michel Sourrouille) p.26

SECTION ÉCONOMIE

- ▶ **Le FMI sait que l'économie mondiale est plus exposée qu'en 2008** (Ambrose Evans-Pritchard) p.28

- ▶ La crise sera provoquée par un problème de liquidités (Charles Sannat) p.32
- ▶ Un détail bizarre dans cette correction... (Simone Wapler) p.33
- ▶ Donald Trump a trouvé son prochain bouc émissaire (Bill Bonner) p.35
- ▶ Des chiffres concernant votre durée d'esclavage (Simone Wapler) p.37
- ▶ « Trump pense que la FED est devenue folle et... il a raison !! » (Charles Sannat) p.40
- ▶ Les 7 outils dont se servent les États-Unis pour dominer le monde (Charles Sannat) p.43
- ▶ La baisse du dollar favorise un rebond des bourses. Ne pas saisir le couteau qui tombe. (B.B.) p.44
- ▶ Guerre Commerciale Chine/ États-Unis (Charles Gave) p.49

<<>> <<>> <<>> <<>> (0) <<>> <<>> <<>> <<>>

Le pétrole à 100\$: Un retour vers un passé connu ou un futur différent?

Laurent Horvath 2000watts.org Jeudi, 11 Octobre 2018

[NYOUZ2DÉS : voir aussi article de Jean-Marc Jancovici p.14.]

Le pétrole continue sa hausse au-dessus de 80\$. Sans un ralentissement mondial de l'Economie, la barrière des 100\$ sera bientôt franchie. Sous le poids du baril, la croissance pliera pour replonger dans une nouvelle crise. Une impression de «déjà vu» qui rappelle la dernière crise.

Facteurs Déclencheurs Crise 2008		
	2008	10.2018
Pétrole		
Tendance haussière des prix du Pétrole	√	√
Baril de Pétrole supérieur à 100\$	√	
Tendance Offre pétrolière: insuffisante	√	√
Tendance Demande pétrolière: croissante	√	√
Economie		
Tendance Inflation OCDE: hausse	√	√
Dette Mondiale: supérieure à 1'200 milliards \$	√	√
Bulles financières problématiques	√	√
Banques et Finance		
Libéralisation des marchés financiers/banquiers	√	√
Création Produits Financiers à risque	√	√
Importants Bonus dans institutions financières	√	√
2000watts.org octobre 2018		

Aujourd'hui, nous retrouvons une grande partie des ingrédients qui ont déclenché la crise de 2008.

Avec du recul, on constate qu'au lieu d'imaginer un futur différent, les politiques, les financiers et les banques centrales se sont focalisés afin de reconstruire à l'identique le monde d'avant 2008.

L'économiste [John Keynes](#) écrivit en 1942 «*Je suis de retour comme ministre de l'Economie, mais avec une grande différence. En 1918, la plupart des gens n'avaient qu'une idée en tête : revenir à la situation d'avant 1914. Aujourd'hui, personne n'a ce sentiment. Cela fera une énorme différence quand nous allons nous y attaquer.*» Après les deux guerres et la Grande Dépression, un changement drastique était nécessaire.

Les Trente Glorieuses suivirent.

Retour vers un passé connu

Pour sortir de cette passe, les changements structurels se sont dirigés vers une diminution des impôts, la variation des taux d'intérêts, ainsi qu'une dérégulation du marché du travail et une baisse des salaires. De plus, les Etats n'ont pas mesuré l'ampleur de leur dépendance envers l'augmentation de leurs dettes.

Dans ces conditions, qui favorisent la pauvreté et les inégalités, ce n'est pas une surprise de voir une montée du populisme et l'arrivée des Donald Trump, Matteo Salvini et prochainement, peut-être, Jair Bolsano au Brésil.

Dans l'ambiance actuelle, les chiffres ont inlassablement grimpé. Notre consommation de pétrole est passée de 92 à 100 millions de barils par jour. Les bourses atteignent artificiellement des sommets inégalés. Nous n'avons jamais autant consommé de gaz, de charbon, de matières premières, d'eau et de nourriture. Les banques ont retrouvé leur liberté et les bonus extravagants. Les dettes publiques et privées, comme la température de la planète, atteignent des niveaux inquiétants.

La **stagflation** des années 70 a apporté une contre révolution. Sous l'impulsion de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan. Les années 80 ont apporté un changement radical sur le rôle de l'Etat, des marchés et des Banques Centrales.

Ou inventer un nouveau futur

Les chiffres et les faits étant têtus, ils indiquent que l'offre pétrolière est sur le point de ne plus pouvoir suivre la demande. L'obligation de découpler le PIB et le pétrole va se faire de plus en plus pressante. Nous avons toujours remis à demain cette alternative et ce processus douloureux, compliqué et imprévisible.

Le réchauffement climatique rend certaines parties de notre planète invivable. Il contraint à une migration humaine vers le nord ou le sud. La crise syrienne débutée par une sécheresse ne fait que d'effleurer la problématique. L'Iran, l'Irak et les autres monarchies pétrolières ainsi que l'Afrique vont emboîter le pas.

Tous ces éléments vont nous forcer à plus de créativité et à explorer de nouveaux chemins, comme l'avait fait Keynes au sortir de la deuxième guerre mondiale. L'absence d'idée n'est pas une option.

Prenons pour exemple les entreprises. Pour qu'elles passent à travers les années, elles ont besoin de quelques employés innovants, futuristes, visionnaires qui secouent les certitudes, remettent en question les dogmes et permettent d'évoluer, de s'adapter, d'avancer, de reculer, d'être agile. Sans ces fous, toute structure diminue ses chances de survie.

C'est vers un meilleur futur que nous devons imaginer, forger et travailler. Pas vers un passé

connu.

A tous les fous du monde, unissons-nous!

Profonde exaspération...

Didier Mermin 12 octobre 2018



Profonde exaspération... « *Nous sommes la dernière génération à pouvoir agir* » proclame [Bastamag](#), relayant les écolos d'[Alternatiba](#) qui semblent être spécialisés dans la « *mobilisation sur le dérèglement climatique* ». En ce moment les « *appels* » tombent dru, une véritable averse.



A en juger par la photo ci-dessus, (volée à Bastamag), l'on pourrait croire qu'un nouveau mimétisme s'amorce : celui de l'action pour « *sauver le climat* ». Ce n'est malheureusement que de la poudre aux yeux : la foule n'est que le miroir des personnes du premier plan, lesquelles peuvent être considérées comme prêtre et prêtresse d'un **culte sans objet**. D'après la théorie du « désir mimétique » de René Girard :

« *Sur la scène collective, la violence mimétique suscite la victime émissaire, bientôt transformée en dieu parce que son sacrifice a ramené la paix sociale. La violence et le sacré (1972) démonte ce dispositif qui expulse la violence en engendrant le sacré.* »

Mais l'on ne constate ni « *violence mimétique* » ni « *victime émissaire* » : autrement dit, personne n'est considéré ni désigné comme coupable, **donc personne n'est coupable**, conformément à la thèse rabâchée ici. Nous assistons simplement au déferlement puissance mille des bonnes volontés bisounours. Le sacré, – qu'il faut ne pas confondre avec le divin –, représente *a contrario* la faute la plus impardonnable qu'on puisse imaginer, celle qui doit être en principe sanctionnée des plus lourdes peines : qu'elles n'aient plus cours implique la disparition *de facto* de ce qui les justifiait. Nous l'expliquions déjà dans « Révolution durable » : « *Dieu n'est pas mort, il est tout aussi virulent aujourd'hui que deux mille ans plus tôt, [mais] le divin et le sacré ont depuis longtemps déserté ce bas monde* ». Et cela nous prive de toute justification d'une violence sociale légitime.

Ces écolos qui s'imaginent sauver la planète, (on fait sauter les guillemets, c'est devenu un lieu commun), ne font que reprendre quelques codes du système : action, optimisme et optimisation, mais réflexion zéro. C'est pourquoi ils exaspèrent, ce n'est pas qu'une question d'humeur : **ils ne sont qu'une émanation du système**, les boutons de sa fièvre médiatique. Ci-

dessous, le stand d'Alternabita à Chambéry, « Ecofestiv' Alternatiba 2015 » :



Ambiance kermesse là où l'on devrait voir, si l'on était sur le bon chemin, des SUV démolis à coups de battes de base-ball. Surtout pas de conflit, pas de bagarre, nous sommes entre civilisés, tout peut se négocier tranquillement autour d'une table, comme l'a bien montré Tsipras pour la Grèce. Les riches ? Mais ils n'y sont pour rien, au contraire, sans eux tout s'écroule, c'est l'anarchie, le chaos. Et puis, qui ne connaît pas de riche ? Des gens très bien, ils ont aussi leur petite famille, ils sont polis et cultivés, ils n'embêtent personne avec des conflits de voisinage,...

Un retentissant [article de la NASA](#) a eu beau affirmer, en mars 2014, que « *Notre civilisation touche à sa fin* », et que les inégalités sociales en sont l'une des deux premières causes, la critique sociale ne bouge pas d'un cil. C'est pourtant écrit noir sur blanc : « *les civilisations craquent lorsque les hommes surexploitent les ressources et organisent la société entre un petit nombre de **riches** et une masse de **pauvres*** ».

La violence sociale qui serait nécessaire, – pour « *changer de modèle* » ou « *changer de mimétisme* » –, est tout bonnement devenue impossible. Depuis que nous sommes tombés dans [la marmite du consumérisme](#), (à cause d'un type qui voulait « *gagner de l'argent en manipulant l'inconscient* », preuve soit dit en passant que tout ce qui peut être inventé l'a été ou le sera), « [l'humanité est devenue une machine à produire](#) », et ce, pour l'éternité qui lui reste à vivre.

Amen.

Paris, le 12 octobre 2018

Illustration : « *L'Éternité – Derniers Vers – Arthur Rimbaud* »

Plus de publications sur Facebook : [On fonce dans le mur](#)

Tangage en vue

Par James Howard Kunstler – Le 5 octobre 2018 – Source [kunstler.com](#)



Les premiers chapitres du nouveau livre de Michael Lewis, *The Fifth Risk*, décrivent l'insouciance de l'équipe de transition de Trump au cours des mois qui ont précédé sa prestation de serment à titre de président. L'ancien gouverneur du New Jersey, Chris Christie, dirigeait l'équipe, avec dans ses classeurs, pleins de chefs d'agence possibles, avant d'être sommairement viré par Steve Bannon, qui devait bientôt lui-même être jeté dehors par le « Golem d'Or de sa Grandeur ». Il y a, en fait, un ensemble de protocoles rigoureux pour gérer la transition du pouvoir basé sur des décennies de pratique cumulée – et l'anxiété face aux démons nucléaires effrayants au cœur de la puissance américaine – mais ils ont été dédaignés, à la grande horreur d'une bureaucratie permanente en place attendant un leadership.

Au cours des mois qui ont suivi les élections, M. Trump était apparemment étourdi et confus par sa victoire inattendue, et il n'était absolument pas préparé à diriger le pays. Son cerveau de « génie sans failles » surdimensionné a étudié la scène et son champ de vision n'a vu que des marécages d'un océan à l'autre, peuplés de lézards, de serpents, de rapaces et d'insectes venimeux, avec des mammifères prédateurs d'ordre supérieur parmi les dirigeants. Lorsqu'il a finalement compris le jeu, M. Trump a rassemblé sa propre ménagerie de créatures croustillantes et les a envoyé pour diriger des opérations comme au ministère de l'Énergie, dans ce cas, l'ancien gouverneur du Texas Rick Perry, qui ne savait presque rien des responsabilités du ministère et avait juré de l'abolir lors des élections primaires (quand il s'est rappelé de son existence).

La politique autour de ces questions gravement mortelles est assez intéressante, et Michael Lewis, comme toujours, excelle dans l'élucidation des lourds mystères des systèmes très compliqués gérés par des humains comiquement limités. Mais quelque chose d'autre ressort de cette histoire, peut-être involontairement : que les complexités du gouvernement sont

maintenant désespérément ingérables, peu importe qui en est responsable, et que le cheminement réel de cette complexité toujours croissante mène à des défaillances critiques et à l'effondrement. Est-ce que Lewis comprend cela plus tard dans le livre ? J'en doute, ne serait-ce que pour ses références cavalières à l'industrie louche du schiste bitumineux. Il n'y a aucun signe de cela dans les premiers chapitres.

Mais il ne s'agit pas d'une critique de livre basée sur une lecture jusqu'à présent partielle. C'est dire que même certains des meilleurs esprits analytiques de notre époque manquent le fil conducteur de l'histoire : les affaires humaines du XXI^e siècle sont entrées dans une période dangereuse de changements désordonnés en grande partie à cause de ce piège séculaire qui consiste à faire des investissements toujours plus complexes avec des rendements décroissants. C'est exactement ainsi que les sociétés s'effondrent et c'est là où en sont les choses au moment où Trump arrive. On pourrait même penser que la simplicité d'esprit de M. Trump est une sorte de vertu face à cette complexité insaisissable. Son instinct, au moins, lui dicte de repousser la situation devant lui.

Mais au niveau macro, ce système et ses sous-systèmes sont hors de contrôle et se déchaînent. Le gouvernement a tenté de les soutenir par des stratagèmes qui équivalent à du racket d'une sorte ou d'une autre – la manipulation et la représentation malhonnêtes de l'argent – et maintenant l'argent lui-même est en révolte, comme en témoigne la hausse soudaine des taux d'intérêt, en particulier les bons du Trésor américain à dix ans au-dessus de 3,2 % juste avant l'ouverture des marchés aujourd'hui.

Le gouvernement américain ne peut pas gérer les taux d'intérêt à ce niveau, après des décennies d'accumulation de dettes. D'autres pays ne peuvent pas non plus rembourser leurs prêts libellés en dollars, ce qui a provoqué des ravages aux marges de l'économie mondiale dont les devises s'effondrent, dont les entreprises font faillite et dont la valeur des titres de dette souveraine fond. Vous pouvez être sûr que ce trouble finira par se propager des marges vers le centre, les États-Unis. C'est déjà en marche avec nos politiques, qui peuvent être considérées comme un système d'alerte précoce de la situation dans son ensemble. Dans ma longue vie, ayant passé les 70 ans, je n'ai jamais vu un fiasco politique aussi dément que le processus de confirmation de Kavanaugh, qui renvoie aux hystéries sociales médiévales et à des exercices étourdissants de mauvaise foi.

Ce fascinant spectacle d'horreur a également distrait la nation – et les médias se sont pleinement investis dans l'aggravation du psychodrame – des grands mouvements tectoniques du système monétaire mondial, en train de s'écrouler. Entre autres choses, il fera exploser le fantasme que M. Trump a magiquement orchestré d'un nouveau miracle économique. Mais cela mettra aussi un terme abrupt aux machinations pornographiques de ses adversaires de Marais-ville. Ensuite, nous nous attellerons sérieusement à la véritable tâche de la longue urgence – prendre de nouvelles dispositions, aussi difficiles soient-elles – pour échapper au fouillis mortel de notre hyper-réalité hypercomplexe construite par nous-mêmes.

Apocalypse now

Jean-François Pecresse / [Editorialiste Le 08/10 2018 Les Echos.fr/](#)
Fabien Clairefond pour « Les Echos »

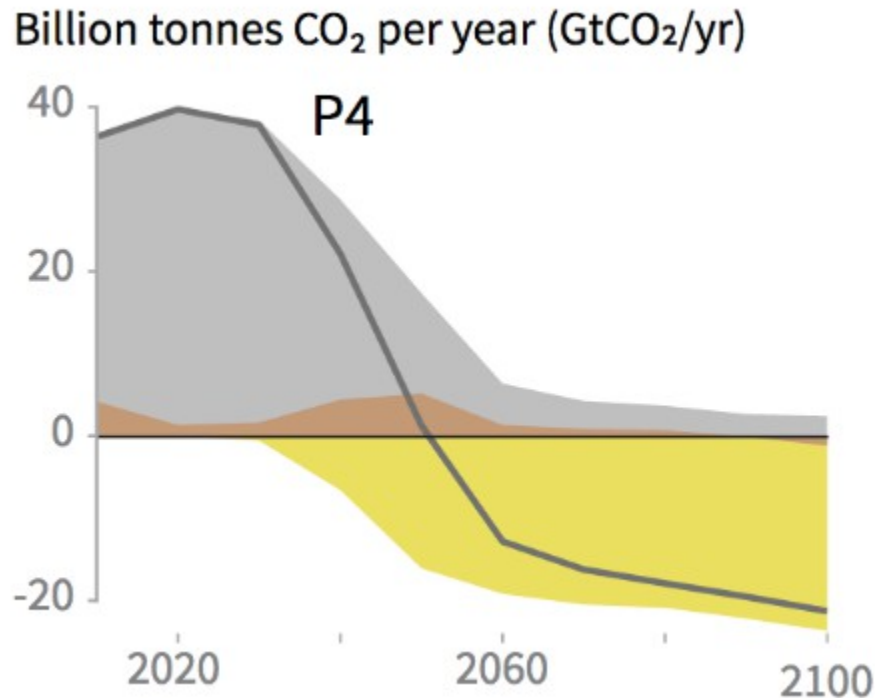


Vingt ans : voilà le temps qu'il reste à l'humanité pour vivre sur cette planète comme elle a toujours vécu - ou à peu près. Chaque année, les éléments se déchaînent un peu plus. Mais dans vingt ans, lorsque la température moyenne à la surface du globe se sera élevée de 1,5°C par rapport à l'ère pré-industrielle, c'est l'apocalypse qu'on nous promet. Publié lundi, le dernier rapport du Giec, le groupement des experts internationaux, est le plus inquiétant jamais publié. Pour la première fois, il ne laisse plus qu'une infime place à l'espoir. Il n'est pas rassurant d'apprendre, à sa lecture, que, avec 1,5°C de plus au lieu de 2°C, nous subissons un peu moins de cyclones et de sécheresses, que le niveau des mers déplacera quelques millions d'habitants de moins, que 90 % des récifs coraliens auront disparu et non 99 %, ou que la fonte du permafrost libérera un peu moins de gaz à effet de serre. Ce n'est pas rassurant parce que nous filons tout droit vers une planète plus chaude de 3°C à la fin du siècle, et de 1,5°C en 2040.

Ce degré et demi sépare un monde vivable d'un monde invivable. Inutile de se dire que les scientifiques forcent le trait. Dans vingt ans, les dégâts causés à la nature seront irréversibles. Cela signifie que, à moins d'un immense sursaut collectif, nous-mêmes, nos enfants et petits enfants survivront dans un environnement violent. Le réalisme commande dès maintenant de s'adapter à ce monde hostile. L'intérêt commun à moyen terme est trop otage des intérêts nationaux à court terme pour espérer qu'une action internationale, coordonnée, de grande ampleur puisse arrêter à temps la course folle. Qui peut encore penser que nous réduirons de moitié en dix ans les émissions de gaz à effet de serre, alors qu'elle ont cessé de baisser en 2017 et 2018 ? Certes, tant qu'un espoir demeure, si mince soit-il, notre responsabilité à l'égard des générations futures impose de s'y accrocher. Mais si la somme des bonnes volontés individuelles ne suffit plus, si la coopération dans le cadre de l'ONU est une chimère - cela devrait hélas se vérifier en décembre lors de la prochaine COP, en Pologne -, alors le sort de la planète peut encore dépendre de mobilisations régionales. En panne de projet, l'Europe se mettrait à la hauteur du défi lancé à l'humanité en décidant de soumettre toutes les politiques publiques au seul critère qui vaille, parce qu'il surplombe tous les autres : la préservation de la planète.

Dix points clés du rapport "1,5°C" du GIEC

Vincent Rondreux octobre 2018



Scénario du GIEC avec l'intervention de technologies de géo-ingénierie pour retirer du CO₂ de l'atmosphère... Ou la promesse de faire demain ce que l'on ne fait pas aujourd'hui, tout en continuant à brûler pétrole, gaz naturel... Doc. Giec

Commandé par les dirigeants politiques lors de la COP21 à Paris, le nouveau rapport du GIEC sur un monde à 1,5°C depuis le début de l'époque préindustrielle, leur revient comme un boomerang: leurs actuelles promesses, dans le cadre de l'Accord de Paris, mènent à la catastrophe.

Confirmant que la planète Terre va globalement devenir de plus en plus invivable sous l'effet de son réchauffement global, et que bon nombre de points de bascule vers des changements catastrophiques et irréversibles se situent plus près de 1,5°C-2°C que de 4°C, le nouveau rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) rejoint en fait ce que disent depuis des années des scientifiques comme l'Américain James Hansen: un réchauffement de plus de 1,5°C c'est déjà trop !

Seulement voilà, le temps a passé depuis que la communauté internationale s'est émue du problème du CO₂ et plus généralement des gaz à effet de serre, et a créé le GIEC dans les années 1980 pour faire consensus, puis les conférences des Nations-Unies pour lutter contre un réchauffement dont les origines principales étaient déjà clairement identifiées: le charbon, le pétrole, le gaz naturel... Que le Terre devienne à assez court terme invivable restait impensable à la fin du XXe siècle, sauf guerre nucléaire. Deux dizaines d'années plus tard, l'impensable est devenu le plus probable, sans même aucune bombe.

Sortir des énergies fossiles à marche forcée

Pour le GIEC, limiter à présent le réchauffement reste sur le papier toujours possible... Mais à la condition que les émissions de CO2 chutent lourdement dès 2020 jusqu'à ce que l'on ne consomme quasiment plus de charbon, de pétrole et de gaz naturel à l'horizon 2050, et que l'on développe en revanche très fortement d'ici la même date les énergies renouvelables autres que la biomasse (plus ou moins 1000%) tout comme le nucléaire (jusqu'à +500%), toujours selon le GIEC. Le calendrier de cette "transition vers un monde à +1,5°C" est ainsi resserré de 25 ans par rapport au calendrier visant à limiter le réchauffement à 2 degrés. De plus, moins les émissions chuteront d'ici 2030, plus les technologies de géo-ingénierie prendront le relais... Tour d'horizon de ce monde à 1,5°C qui, en tout état de cause, ne s'annonce lui-même pas vraiment clément.

1- Nous sommes dans un monde à 1°C

Le GIEC confirme que nous sommes dès à présent entrés dans un monde à +1°C, éventuellement jusqu'à 1,2°C depuis le début de l'époque industrielle, les 1,5°C pouvant être atteints dès 2030, avec donc un rythme de réchauffement global capable de grimper de 0,3 degré par décennie. L'accélération du réchauffement est donc elle aussi confirmée.

2- Le réchauffement est et sera deux fois plus important à la surface des continents

Le GIEC confirme que le réchauffement reste plus fort à la surface des continents qu'à la surface des océans. Si bien que le réchauffement global de 1°C peut se traduire dans beaucoup d'endroits et en beaucoup de saisons par un réchauffement deux fois plus élevé que la moyenne globale, voire trois fois plus élevé dans les hautes latitudes comme celles de l'Arctique. Il en sera de même à 1,5°C, 2°C, etc.

3- Plus le temps passe, plus les destructions seront importantes

Le GIEC confirme que les risques du réchauffement planétaire concernant les systèmes naturels et les systèmes humains s'aggravent en fonction de l'ampleur et de la vitesse de ce réchauffement, de la situation géographique, du niveau de développement et de vulnérabilité, ainsi que des choix et de la mise en œuvre d'options pour atténuer ce réchauffement et s'adapter à la situation. Au fur et à mesure où le réchauffement se renforcera entre 1°C et 2°C, les températures moyennes progresseront à la surface de la plupart des terres et des océans. Les pluies s'intensifieront là où il pleut déjà et les sécheresses augmenteront là où l'on manque déjà d'eau.

Déjà modifiés avec la situation actuelle, les écosystèmes auraient de plus en plus de mal à se maintenir au delà de 1,8°C de réchauffement. Jusqu'à 20% des terres pourraient subir une transformation d'écosystèmes avec 2°C de réchauffement, la moitié avec 1,5°C. Entre 1,5°C et 2°C, deux fois plus de plantes (16% contre 8%) et de vertébrés (8% contre 4%), et trois fois plus d'insectes (18% contre 6%), perdraient plus de la moitié de leur aire géographique normale. Un monde à 1,5°C éviterait également, toujours par rapport à un monde à 2°C, la fonte de 2 millions de km² de sols gelés en permanence (permafrost) pendant les siècles à venir...

4- La vie marine est en péril

Le GIEC confirme que l'[élévation du niveau de la mer](#) est fonction de l'ampleur et de la vitesse du réchauffement global. Ainsi, pour un réchauffement de 1,5°C, il envisage à ce jour une augmentation pouvant aller jusqu'à 0,77 m en 2100 par rapport à la moyenne 1986-2005 contre environ 0,93 m pour un réchauffement global de 2°C. Dans les deux cas, la hausse du niveau des mers se poursuivra bien après 2100, pendant des centaines à des milliers d'années. Le point de bascule de la fonte de la calotte polaire arctique, entraînant à terme une hausse supplémentaire du niveau des mers de 6 mètres, pourrait se situer vers la barre de 1,6°C de réchauffement, voire en-dessous. Le GIEC confirme par ailleurs que l'absorption de CO₂ par les océans et leur réchauffement vont de pair avec l'augmentation de leur acidification et la baisse de leur oxygénation.

Entre autres différences entre un monde à 1,5°C et un monde à 2°C: les inondations côtières pourraient se généraliser dans les systèmes sensibles au-delà de 1,7°C; les coraux auront disparu à 70-90% quand on atteindra 1,5°C et en totalité quand les 2°C seront en vue. Aux basses latitudes, la petite pêche côtière pourrait être très impactée dès 1,1°C de réchauffement. Les pertes annuelles de captures de [poissons](#) pourraient atteindre 1,5 millions de tonnes dans un monde à 1,5°C, et le double avec +2°C... Sans parler de la perte de ressources côtières: aux latitudes moyennes, des coquillages comme les huîtres et les moules, souffrent déjà du réchauffement, de la perte d'oxygène et de l'acidification des océans. Au programme: croissance limitée, calcification réduite, anomalies de développement, mortalité...

5- Des pauvres de plus en plus pauvres et en danger de mort

Le GIEC confirme que le réchauffement menacera de plus en plus la santé des êtres humains, leurs moyens d'existence, l'offre en eau, la sécurité alimentaire et la sécurité en général. Plus le réchauffement sera important, plus la capacité d'adaptation des systèmes humains connaîtra des limites. La mortalité due à la chaleur, à l'ozone ou encore aux maladies infectieuses (dengue, malaria, maladie de Lyme, virus du Nil occidental...) progressera avec l'intensité du réchauffement... Les rendements du blé, du riz ou encore du maïs auront eux tendance à baisser. Les communautés locales dépendant de l'[agriculture](#) ou des ressources côtières seront très vulnérables dès +1,5°C, tout comme les écosystèmes de l'Arctique, les régions sèches, les petites îles et les pays les plus pauvres.

Avec 1,5°C, deux fois plus de grandes villes (par exemple Lagos au Nigéria ou Shanghai en Chine) pourraient déjà exposer plus de 350 millions de personnes supplémentaire à une chaleur mortelle d'ici 2050. A 2°C, des villes comme Karachi au Pakistan ou Kolkata en Inde pourraient connaître des vagues de chaleur mortelle annuelles. A travers ses impacts sur l'agriculture et les prix de la nourriture, le changement climatique pourrait pousser plus de 100 millions de personnes vers l'extrême pauvreté.

6 - La géo-ingénierie est entrée dans les prospectives

Le GIEC confirme que l'objectif de limiter le réchauffement planétaire à +1,5°C n'est

désormais plus atteignable sans ce qu'il appelle un "retrait de CO₂" de l'atmosphère ("carbon dioxide removal", CDR). Ce qui, outre certaines démarches comme l'afforestation, fait référence à différentes technologies de géo-ingénierie ou [technologies à émissions négatives](#) qui veulent augmenter les puits naturels de CO₂ (océans, écosystèmes terrestres) ou qui sont directement liés au CO₂. Le GIEC n'emploie cependant pas le terme de géo-ingénierie dans son rapport. Il ne considère pas à ce jour que les options de modification de la radiation solaire (SRM), par exemple l'injection d'aérosols dans la stratosphère, faisant également partie des manipulations envisagées du climat, font partie des actions d'adaptation et d'atténuation du réchauffement planétaire, contrairement donc aux technologies de retrait de CO₂. Avec ces technologies, les différents scénarios envisagent de pomper dans l'atmosphère de 100 à plus de 1000 milliards de tonnes de CO₂ pendant ce siècle. Par comparaison, nos émissions de CO₂ sont actuellement de l'ordre de 40 milliards de tonnes de CO₂ par an.

7- Nouveaux objectifs: diviser par deux les émissions de CO₂ d'ici 2030, tendre vers zéro en 2050

Outre les technologies de géo-ingénierie qui ont l'ambition d'extraire du CO₂ de l'atmosphère, les scénarios de réduction décrits par le GIEC pour espérer limiter le réchauffement à +1,5°C imposent que les émissions de CO₂ soient environ divisées par 2 entre aujourd'hui et 2030 pour atteindre un niveau de zéro émission net vers 2050. Zéro émission net, cela veut dire qu'il peut y avoir encore des émissions mais à la condition qu'elles soient compensées par les retraits de CO₂ de la géo-ingénierie. Par rapport à l'objectif 2°C (-20% d'émissions en 2030, niveau zéro net vers 2075) le calendrier est ainsi avancé de 25 ans environ. Cette véritable chute des émissions tous azimuts impose selon le GIEC "des transitions considérables" dans les domaines de l'énergie, des terres, des villes, des transports, de la construction, des systèmes industriels...

8- Le GIEC propose un scénario sans géo-ingénierie

Un des [scénarios envisagés](#) par le GIEC pour limiter le réchauffement à +1,5°C ne fait appel ni aux technologies de capture et de stockage de CO₂ ni à celles des bioénergies avec capture et stockage du carbone (BECCS), faisant partie des technologies à émissions négatives. Le seul retrait provoqué de CO₂ de l'atmosphère serait celui de la plantation de forêts et de l'usage des terres, des domaines qui passeraient globalement d'émetteurs de carbone à puits de carbone.

Selon le GIEC, ce scénario implique une chute des émissions de CO₂ de 58% d'ici 2030 et de 93% d'ici 2050 par rapport à celles de 2010, plus faibles que les actuelles. Si l'on prend en compte tous les autres gaz à effet de serre ([méthane](#), protoxyde d'azote, halocarbures...) alors la baisse doit atteindre 50% en 2030 et 82% en 2050. Pour parvenir à de tels résultats, voici ce qui s'impose, toujours selon le GIEC, par rapport à l'année 2010:

- Baisse de la demande d'énergie finale de 15% d'ici 2030, de 32% d'ici 2050.
- Baisse de l'énergie primaire issue du charbon, du pétrole et du gaz, de respectivement 78%, 37% et 25% d'ici 2030, et de 97%, 87% et 74% d'ici 2050. Précision: ces énergies représentent actuellement environ 80% de la consommation d'énergie primaire dans le monde.
- Baisse de l'énergie primaire issue de la biomasse de 11% d'ici 2030, de 16% d'ici 2050.
- Part des énergies renouvelables dans le mix énergétique mondial de 60% d'ici 2030 et de 77%

en 2050.

- Hausse de l'énergie primaire issue des énergies renouvelables autres que la biomasse de 430% d'ici 2030 et de 832% d'ici 2050.
- Hausse de l'énergie primaire issue du nucléaire de 59% en 2030 et de 150% en 2050.
- Baisse des émissions de méthane de l'agriculture de 24% d'ici 2030, de 33% d'ici 2050.

9- Le GIEC propose un scénario dans lequel la géo-ingénierie monte en puissance

Un scénario du GIEC envisage que la chute des émissions n'ait pas lieu dès 2020 mais plutôt après 2030, la période 2020-2030 connaissant cependant une légère baisse. Dans ce cas, les 1,5°C seraient donc dépassés pendant un certain temps. Pour revenir en arrière, la chute des émissions devraient alors être encore plus brutale dans les deux décennies qui suivront pour atteindre une baisse des émissions de 97% en 2050 par rapport à 2010 après une hausse de 4% jusqu'à 2030... Et l'on compterait en plus lourdement sur la géo-ingénierie pour compenser les émissions de CO₂ issues du pétrole et du gaz naturel que l'on aurait continué à brûler de plus en plus jusqu'en 2030. Voici ce qu'envisage cette option:

- Hausse de la demande finale d'énergie de 44% entre 2010 et 2050.
- Part des énergies renouvelables atteignant 25% en 2030, 70% en 2050.
- Baisse de l'énergie primaire issue du charbon de 59% en 2030, 97% en 2050.
- Hausse de l'énergie primaire issue du pétrole de 86% en 2030, puis baisse jusqu'à arriver à -32% en 2050 par rapport à 2010.
- Hausse de l'énergie primaire issue du gaz naturel de 37% en 2030, puis baisse jusqu'à atteindre - 48% en 2050 par rapport à 2010.
- Hausse de l'énergie primaire issue du nucléaire de 106% en 2030, 468% en 2050.
- Hausse de l'énergie primaire issue de la biomasse de 1% en 2030, 418% en 2050.
- Hausse de l'énergie primaire issue d'énergies renouvelables autres que la biomasse de 110% en 2030, 1137% en 2050.

Ce à quoi s'ajouterait l'équivalent de 1200 milliards de tonnes de CO₂ qui seraient retirées de l'air par la géo-ingénierie de type bioénergies avec capture et stockage du carbon (BECCS). C'est l'équivalent de 30 ans de nos émissions actuelles de CO₂.

10- les promesses actuelles, même si elles sont tenues, mènent à la catastrophe

Le GIEC confirme que [les ambitions affichées](#) par les états du monde à l'occasion de l'Accord de Paris sur le climat [ne limiteraient pas](#) le réchauffement à 1,5°C. Elles conduiraient en revanche à des émissions qui, tous gaz à effet de serre confondus, pourraient atteindre 58 milliards de tonnes équivalent CO₂ en 2030 contre 49 milliards en 2010 (dont environ 37,5 milliards de tonnes de dioxyde de carbone). Ces émissions seraient alors trop importantes pour ensuite espérer revenir dans la limite de 1,5°C de réchauffement, même avec des ambitions de réductions des émissions très élevées après 2030.

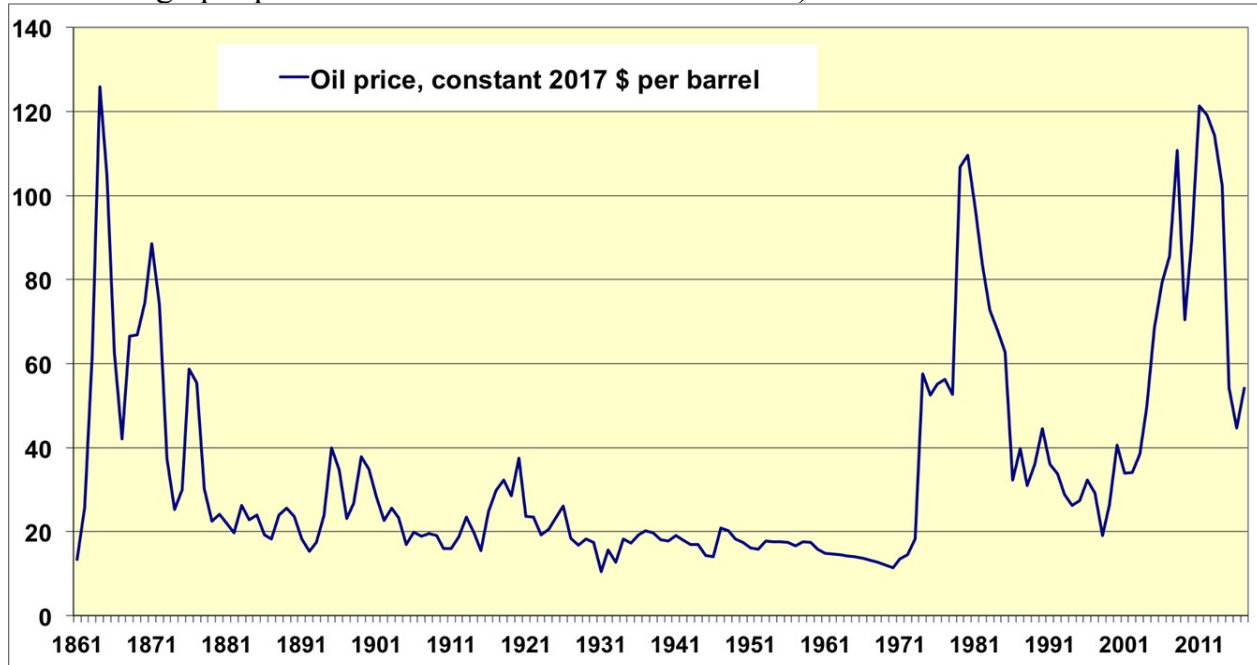
Dans le cas où elles sont tenues, ce qui n'est pas pour l'instant le cas, ces promesses aboutiraient à un monde à 3°C. A ce jour, nous sommes plus sur la perspective de 4-5°C en un siècle. C'est environ la différence de température moyenne planétaire qui nous sépare de la dernière glaciation.

OMG! (Oh, My Gallon... of oil!)

Jean-Marc Jancovici · Vendredi 12 octobre 2018

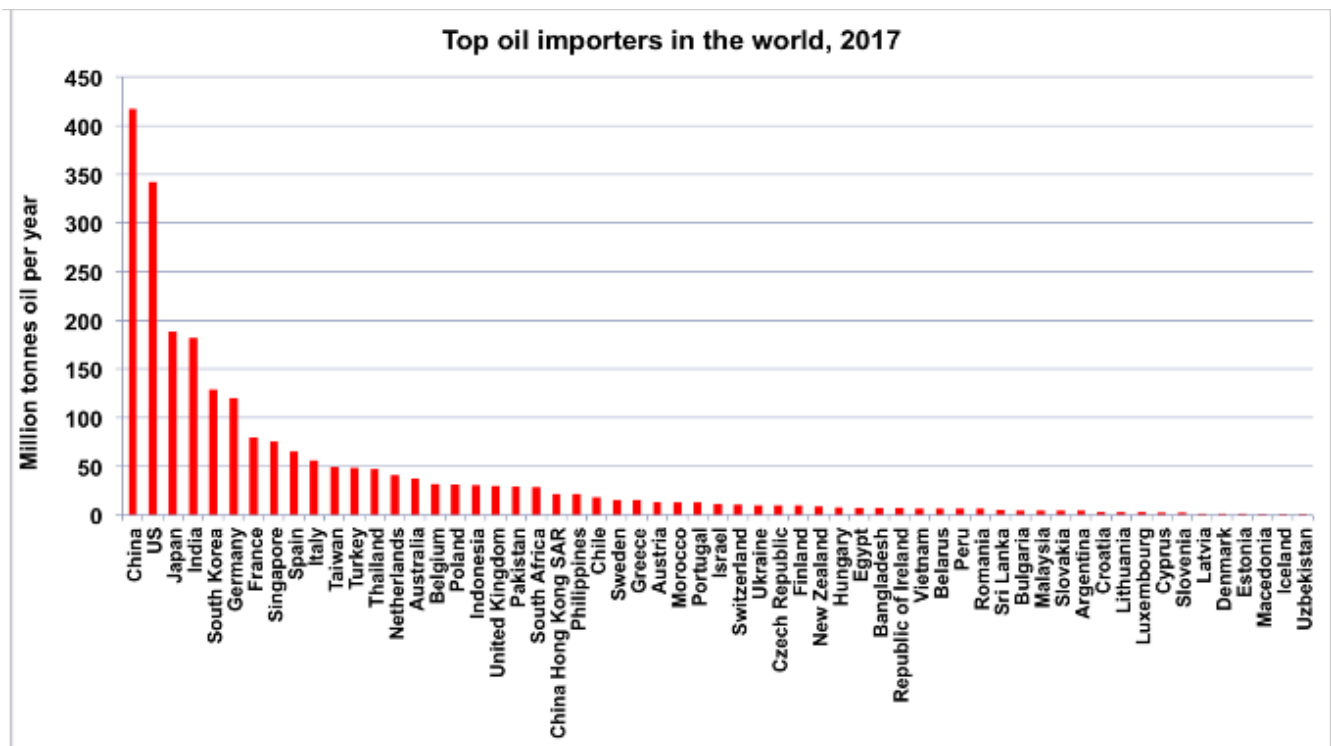
Article original en anglais ici : <https://www.linkedin.com/pulse/omg-oh-my-gallon-oil-jean-marc-jancovici/>

En dollars constants, c'est-à-dire une fois l'inflation déduite, le prix moyen du baril de pétrole en 2017 était de 54 dollars. Comme on peut le voir sur le graphique ci-dessous, ceci peut être considéré comme déjà coûteux, car il représente le double de la valeur moyenne (en dollars constants de 2017, le baril) qui a prévalu pendant presque un siècle, entre 1880 et 1973 (données du graphique ci-dessous de BP Statistical Review).

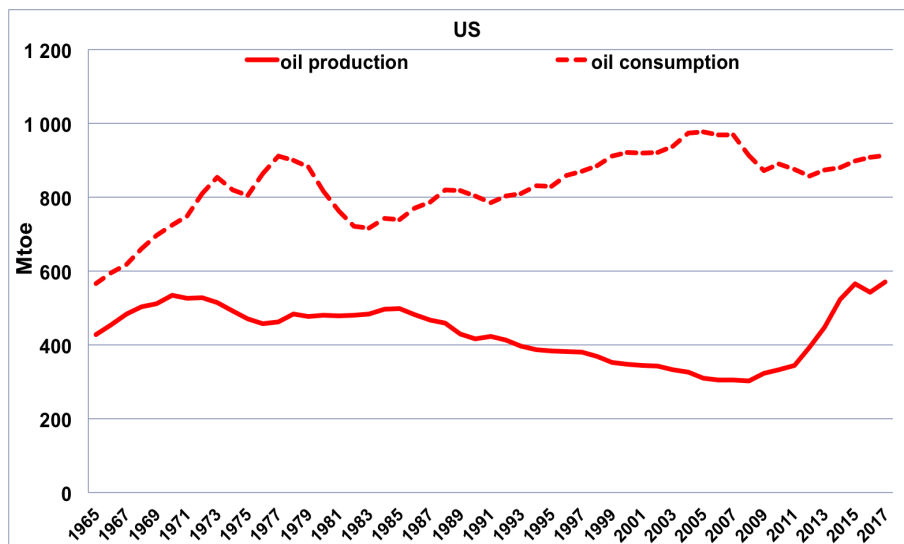


Mais, même à 80 dollars le baril, nous restons aussi bien en deçà du record de l'ère industrielle (en 1864, le rôle du pétrole dans le monde n'était pas ce qu'il est aujourd'hui!), atteint il y a quelques années à peine, en 2011-2012. Mais quand on regarde le prix en dollars, beaucoup d'entre nous oublie que la plupart des importateurs, avant d'acheter leurs barils, doivent acheter ... leurs dollars. En effet, la seule devise que les exportateurs de pétrole acceptent est le fameux billet de banque avec "en Dieu nous faisons confiance", même si la Chine a tenté de passer des contrats en yuans.

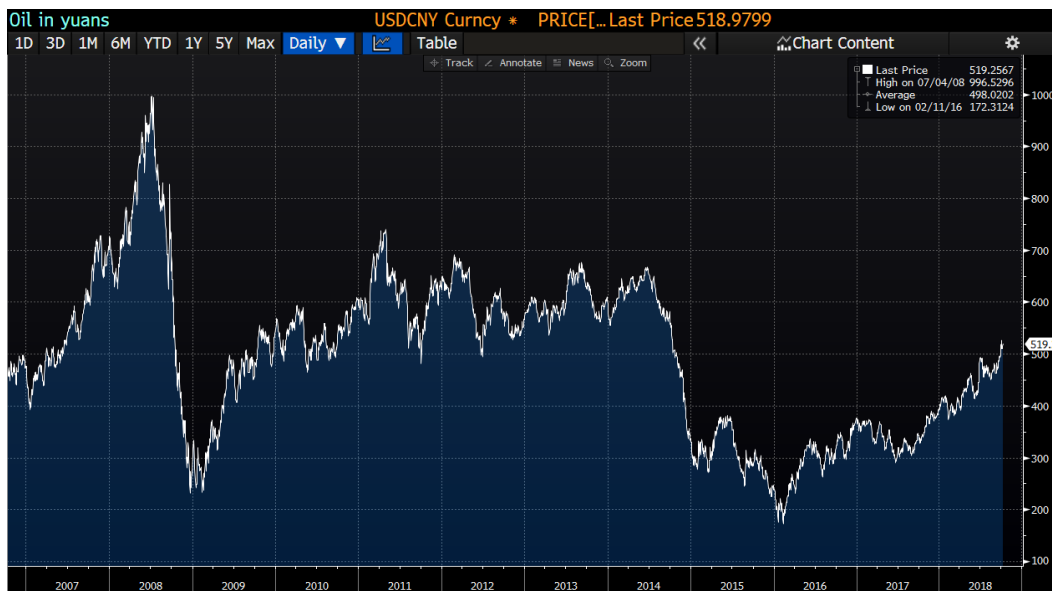
Il pourrait donc être intéressant d'examiner l'évolution du prix du pétrole en monnaie nationale pour les principaux importateurs de pétrole, ci-dessous (données primaires de BP Statistical Review; calcul de l'auteur).



Les plupart des importateurs ... sauf le second, les États-Unis, qui importent actuellement 40% de leur consommation, malgré la hausse de la production nationale due au pétrole de schiste (graphique ci-dessous; données primaires de BP Statistical Review; calcul effectué par le auteur).



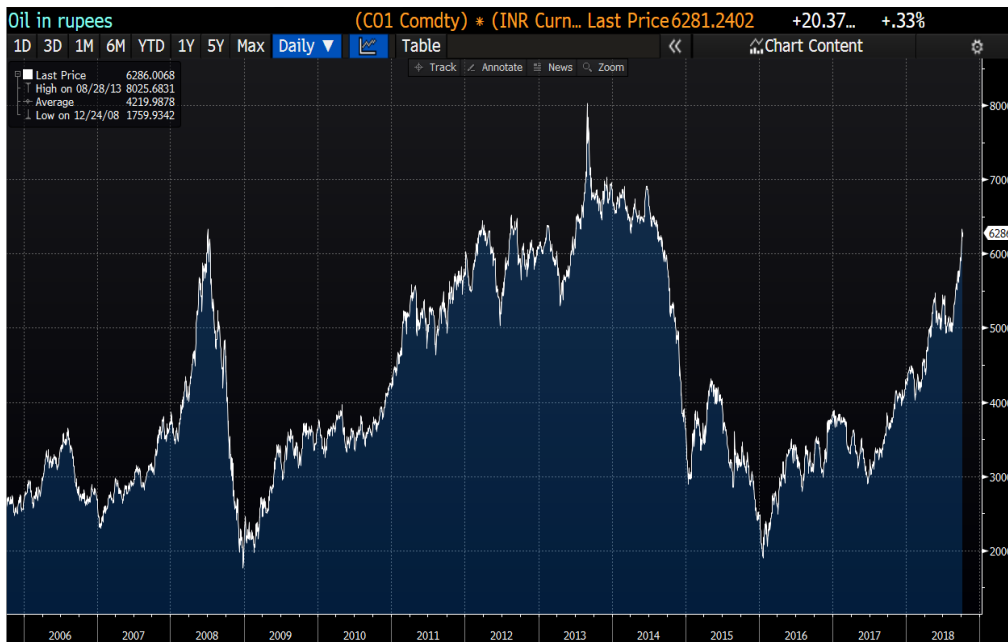
Mais le premier importateur de pétrole au monde est maintenant la Chine: elle utilise 13% de la production mondiale (20% pour les États-Unis), dont 3% seulement sont produits à l'intérieur de ses frontières. 10% de la production mondiale est donc importée dans ce pays! En dollars américains, le baril se situe actuellement autour de 80\$, soit 2/3, soit 66% du maximum de la période 2011-2014 (120 dollars). En monnaie nationale cependant, la Chine est déjà au-dessus de 519 yuans par baril, soit près de 75% des plus de 700 yuans atteints en 2011 ... mais toujours bien en dessous des niveaux de 2008.



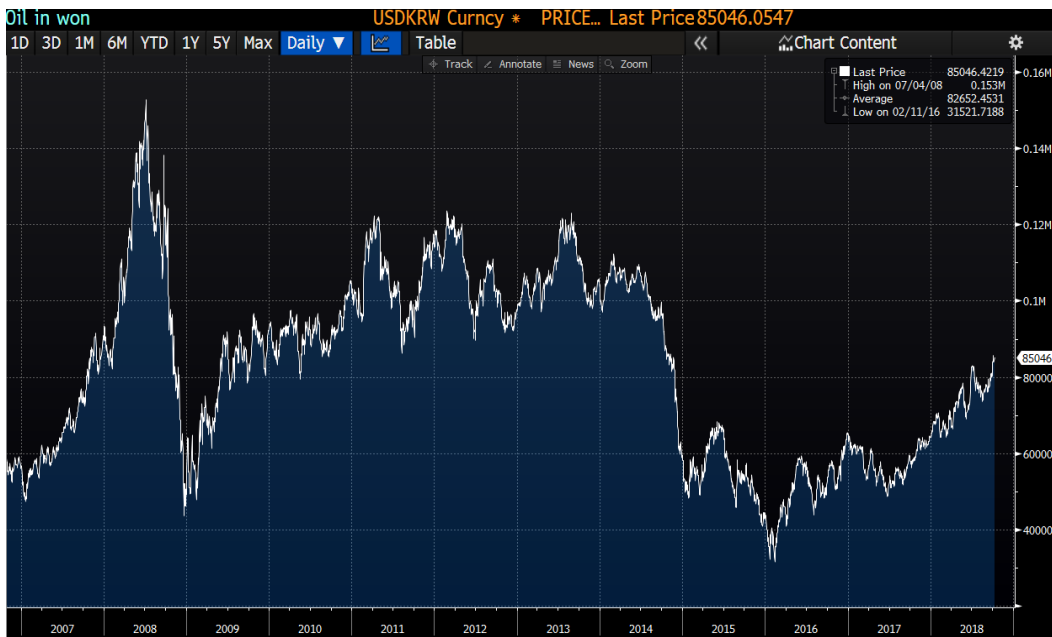
Même chose pour le Japon, qui paye désormais son pétrole - en monnaie nationale - à un peu plus de 75% de la valeur de 2013 et beaucoup moins qu'en 2008.



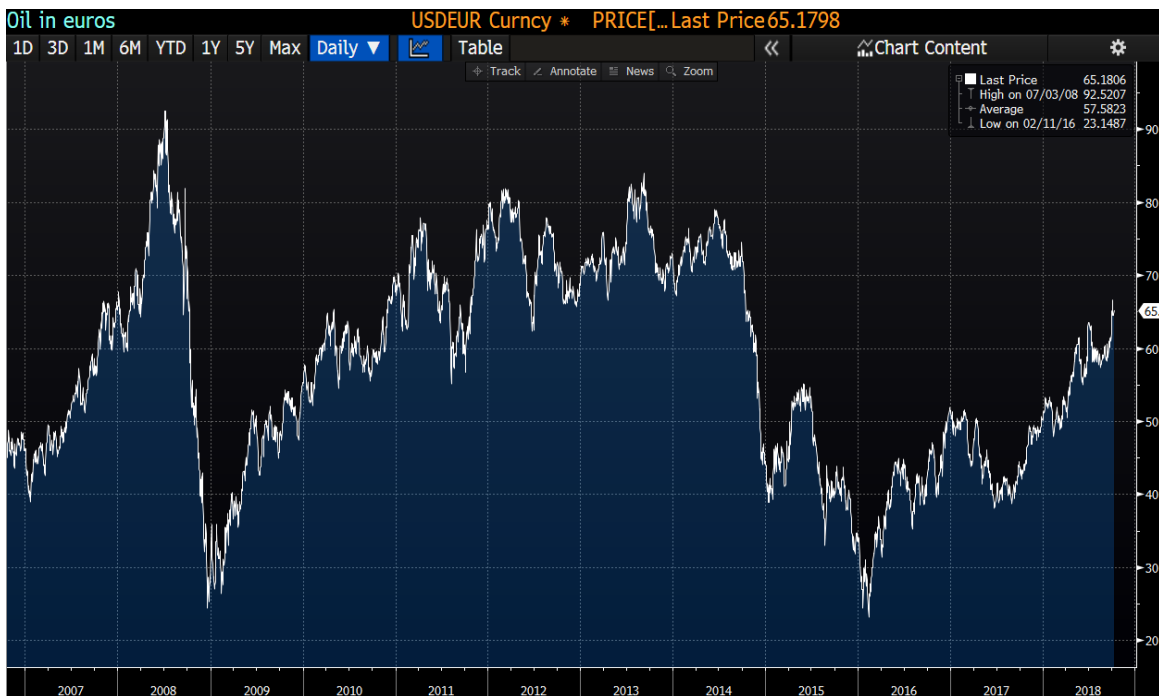
4ème importateur mondial, l'Inde paye déjà son pétrole à 90% de la moyenne 2013-2014 (la forte hausse de 2013 n'est pas significative en moyenne sur la période).



La Corée du Sud, au contraire, a une monnaie nationale qui permet à ce pays de payer le pétrole à "seulement" 70% de son maximum de 2012, ce qui est proche de ce que les États-Unis doivent le payer en dollars américains.



Et ensuite nous les européens. Nous payons maintenant 65 euros le baril, soit 80% des 80 euros que nous payons en 2012 ou 2014.



Les Singapouriens sont également proches de la situation aux États-Unis, avec un prix en monnaie nationale qui atteint 75% du maximum 2011-2014 (et très inférieur au maximum de 2008), mais aussi très en dessous des niveaux de 2008.



Même chose pour Taiwan, à peu près.



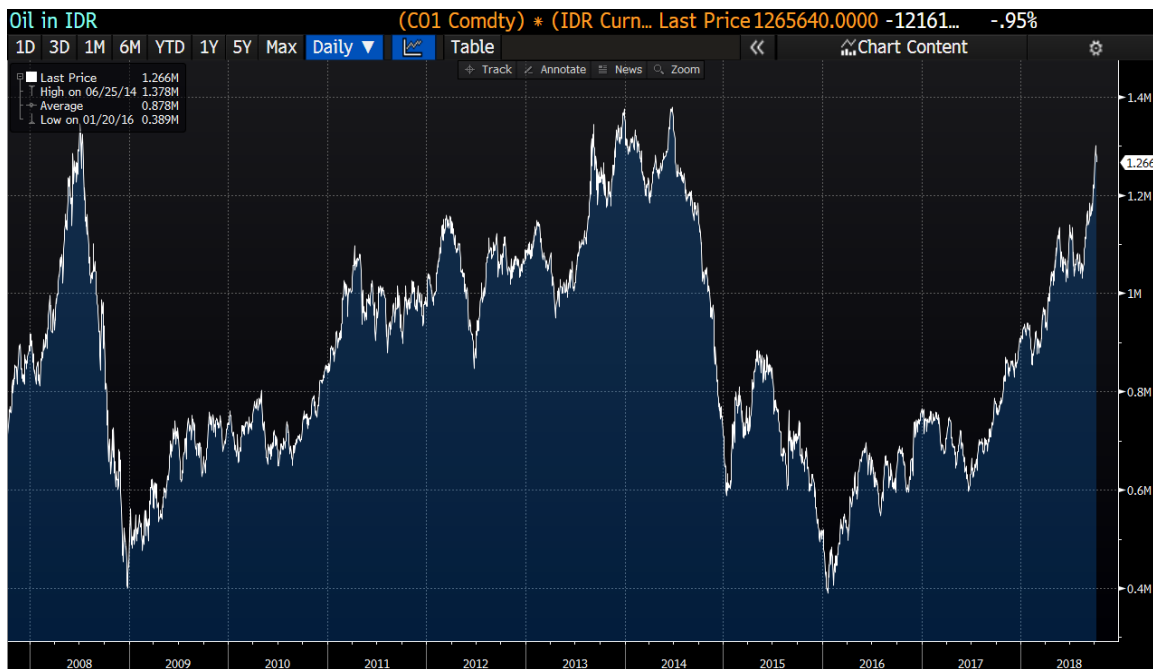
Mais alors la Turquie offre une image très différente. En livres turques, le pétrole vaut plus du double du prix de 2014!

?

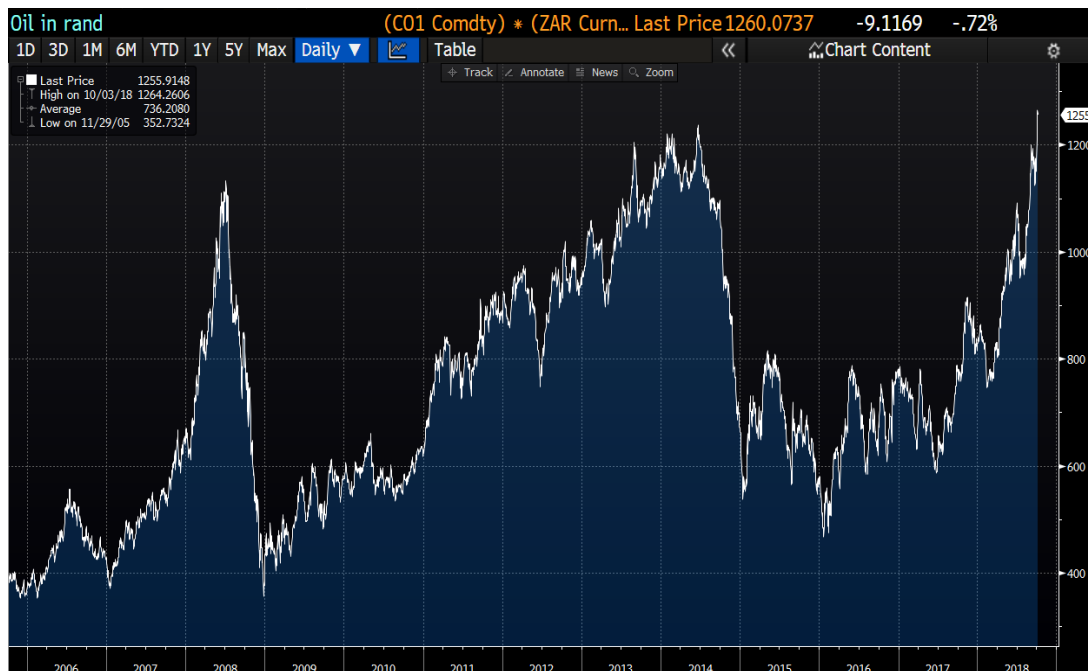
Mais les Australiens paient déjà leur pétrole à 90% de la valeur de 2011, même si elle reste inférieure à celle de 2008.



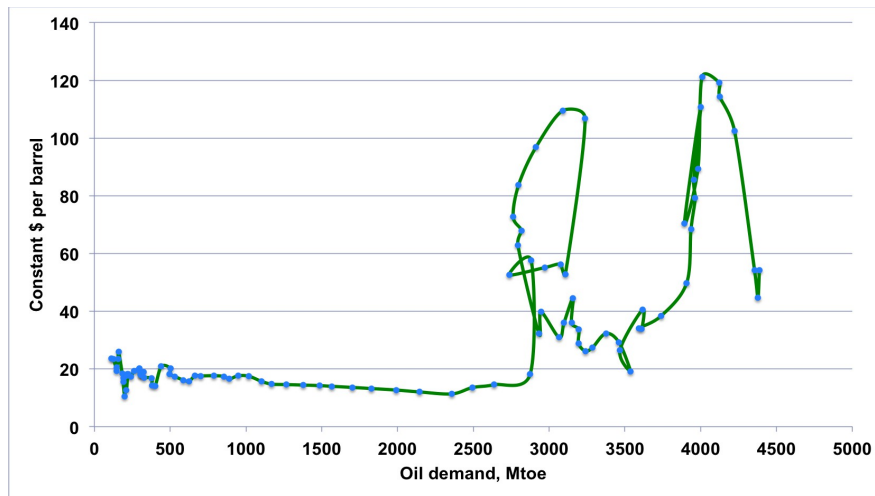
L'Indonésie, qui était auparavant un important exportateur de pétrole et qui en est maintenant un important importateur, se rapproche de son plus haut niveau historique, le pétrole en monnaie nationale atteignant plus de 90% du maximum de 2014, ce qui était supérieur à la valeur de 2008.



Les Sud-Africains, comme les Turcs, paient maintenant plus que depuis 2006 ...



Et ensuite? Eh bien, il se trouve qu'il n'y a jamais eu dans le passé une élasticité du prix du pétrole à la demande, comme on peut le voir sur le graphique ci-dessous, qui représente la demande mondiale de pétrole en millions de tonnes contre un baril. Avec le pétrole, comme avec n'importe quel produit de base, il n'y a aucune chose telle que "quand l'offre augmente à long terme, le prix diminue à long terme" !



Et donc, il n'y a aucun moyen de prédire le prix futur du pétrole. C'est la vie !
 Un grand merci à Jérôme Fabre, qui a grandement contribué à cet article.

Manger moins de viande pour lutter contre les changements climatiques?

Alexandre Shields 11 octobre 2018 [Le Devoir.com](http://LeDevoir.com)

[NYOUZ2DÉS : Alexandre Shields est un journaliste d'une *nullité* exemplaire.]



Photo: Jeff McIntosh La Presse canadienne La production mondiale de viande a été multipliée par quatre depuis cinquante ans, passant de 75 millions de tonnes à plus de 300 millions de tonnes.

La lutte contre les changements climatiques passe inévitablement par un changement majeur de notre régime alimentaire. Cela implique surtout de réduire substantiellement notre consommation de viande, conclut [une nouvelle étude publiée mercredi dans le magazine scientifique *Nature* \(en anglais\)](#).

Selon les constats de cette étude qui analyse la croissance de la demande alimentaire dans un contexte d'augmentation de la population mondiale, le passage à une diète « flexitarienne » serait nécessaire afin notamment de réduire les importantes émissions de gaz à effet de serre

(GES) liées à la production de viande.

En clair, les chercheurs suggèrent un virage vers un régime quotidien davantage « à base de plantes ». En moyenne, les habitants de planète devraient ainsi réduire de près de 75 % leur consommation de viande rouge. Pour les Canadiens, ce recul serait davantage de l'ordre de 85 %, en tenant pour acquis un passage à un seul repas à base de viande par semaine.

L'étude évoque aussi le besoin de réduire notre consommation de viande blanche (comme le poulet) et de produits laitiers. Mais les chercheurs précisent qu'il faut en contrepartie ajouter au menu davantage de légumes, de noix et de végétaux.

Production en hausse

La production mondiale de viande a été multipliée par quatre depuis cinquante ans, passant de 75 millions de tonnes à plus de 300 millions de tonnes. Résultat : un citoyen issu d'un pays industrialisé consomme aujourd'hui 76 kg de viande par année (167 lb), contre 43 kg en moyenne dans le monde.

Les émissions de GES du secteur agricole dépassent quant à elles les 5,5 milliards de tonnes à l'échelle planétaire (huit fois les émissions totales du Canada).

Si la trajectoire actuelle se maintient, les émissions devraient augmenter de plus de 30 % d'ici 2050, alors que le plus récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) plaide pour des émissions mondiales de CO₂ de « zéro » d'ici trente ans.

En matière de réduction d'émissions de GES, le fait de diminuer l'apport de produits d'origine animale serait donc d'autant bénéfique pour le climat que cette production est responsable à elle seule de 72 à 78 % de toutes les émissions de GES du secteur agricole mondial, selon les données présentées dans l'étude.

À titre d'exemple, la production d'un seul kilogramme de boeuf génère 32,5 kg de CO₂. Pour l'agneau, on évalue le bilan à 33 kg par kilogramme produit, et à 2,9 kg pour le porc. A contrario, le bilan est de 0,1 kg pour le soya, 0,06 kg en moyenne pour les légumes, 0,7 kg pour les noix et 1,18 pour le riz.

Déforestation

En plus des émissions de GES, les produits d'origine animale monopolisent d'importantes superficies de terres cultivables, pour une moyenne de quatre à six mètres carrés pour chaque kilogramme de boeuf, de poulet, d'agneau ou de porc. Or, les nouvelles terres agricoles sont bien rendues disponibles en recourant à la déforestation. En Amazonie, par exemple, près de 75 % des vastes régions naturelles perdues l'ont été au profit de la production de viande ou des céréales nécessaires pour nourrir les animaux.

Qui plus est, ces terres agricoles risquent de reculer, voire de devenir impropres à l'agriculture dans plusieurs régions du monde, en raison des bouleversements climatiques, selon ce qui se dégage du plus récent rapport du GIEC. Le rapport souligne d'ailleurs le besoin de revoir notre diète, afin de se tourner collectivement vers un régime alimentaire moins « intensif » du point de vue d'utilisation de ressources et d'énergie.

Il faut dire que la population mondiale pourrait atteindre neuf milliards d'individus en 2050, et continuer de croître par la suite. Une situation qui, sans changement, ferait grimper l'ensemble

des impacts environnementaux du « système agricole » de 50 à 90 %. Selon Marco Springmann, chercheur à l'Université Oxford et superviseur de l'étude publiée dans *Nature*, il est donc urgent de changer nos pratiques agricoles et notre régime alimentaire.

« Nourrir une population mondiale de 10 milliards de personnes est possible, mais seulement si nous modifions la façon dont nous produisons la nourriture et la façon dont nous la consommons », précise pour sa part le professeur Johan Rockström, chercheur au Potsdam Institute for Climate Impact Research, coauteur de l'étude, cité dans le quotidien *The Guardian*.

Tant cette nouvelle étude que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture plaident par ailleurs pour une réduction du gaspillage alimentaire. À l'heure actuelle, 30 % de toute la production planétaire se retrouve à la poubelle. La FAO estime qu'en éliminant ce gaspillage, qui équivaut à 1,3 milliard de tonnes chaque année, il serait possible de régler une partie des problèmes de faim dans le monde.

La tyrannie du bonheur au service du capitalisme

Les Nouvelles de l'éco par Arjuna Andrade 11 octobre 2018

Placé comme valeur cardinale de nos sociétés modernes, le bonheur nous enferme dans une quête effrénée impossible à assouvir tout en nous maintenant dans une forme de servitude volontaire face aux injustices du capitalisme.



Crédits : *Ed JONES / AFP - AFP*

Dans leur ouvrage *Happycratie*, la sociologue Eva Illouz et le psychologue Edgar Cabanas interrogent la place ambiguë qu'occupe le bonheur dans nos sociétés modernes.

En réalité, c'est une version tout à fait réduite du bonheur qui est abordée dans cet ouvrage. Celle, élaborée au tournant du XXe siècle, par les tenants américains de la psychologie positive et postulant que, pour atteindre ce sacro-saint bonheur, les personnes devaient effectuer un travail sur elles-mêmes afin de mieux se connaître et de mieux se corriger.

Car c'est bien de cela qu'il est question. L'enjeu est de travailler sans cesse à une amélioration, à une maximisation même, de notre potentiel, pour atteindre une forme de béatitude sereine. En devenant une injonction sociale, la quête du bonheur devient aussi une source d'angoisse, qu'il convient alors de combler. La poursuite du bonheur au carré en somme.

Mais n'ayez crainte, vous n'êtes pas seuls : au-delà de cette joyeuse novlangue élaborée aux frontières du management et du développement personnel, vous pourrez trouver une foule de livres, formations et autres applications numériques vous permettant d'atteindre ce bonheur perpétuel.

Les marchandises émotionnelles

C'est d'ailleurs ce que les auteurs appellent les "marchandises émotionnelles". Sortes de marchands du temple modernes, ayant colonisé peu à peu les esprits et les librairies, avec la promesse, toujours renouvelée, de nous rapprocher de nous-même.

Tous ces articles participent ainsi au travail de persuasion collective, visant à nous convaincre que cette quête est la nôtre et que nous en priver serait nous condamner inéluctablement au malheur.

Mais c'est surtout une source de consommation virtuellement infinie, car personne n'est jamais *suffisamment sain ni suffisamment heureux*. C'est donc une quête de soi à soi qui, chaque jour, se trouve nourrie d'un nouveau mantra, d'une nouvelle méthode ou d'un nouvel objectif à atteindre pour se trouver véritablement esprit sain dans un sain corps.

En témoignent les ventes phénoménales des livres dits de "développement personnel", toujours dans les classements des livres les plus achetés. Mais cette "*impossibilité psychologique du bonheur*", pour reprendre les mots de Proust, est nourrie par ceux-là même qui prétendent nous fournir les clefs du bien être.

Individualisme et consumérisme

Il aura fallu à peine plus d'une décennie pour nous convaincre que la valeur cardinale de notre existence tenait dans un sentiment empreint d'individualisme et de consumérisme vorace. Sous couvert de nous aider à mieux vivre, ces théories nous maintiennent en réalité dans une forme de servitude câline, joyeuse et volontaire.

Mais au-delà de ces logiques assez classiques de suggestion et de persuasion du consommateur, l'avènement du bonheur et de sa quête effrénée, a eu des incidences bien plus profondes dans notre manière d'être au monde.

La recette du bonheur ne repose plus sur une tentative de changer le monde, mais sur une quête permanente de se changer soi-même : changer la manière dont on pense, dont on ressent, dont on se comporte au quotidien. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les mantras de ces gourous du développement personnel sont des formules magiques appliquées de soi à soi.

Renoncer à changer le monde

En intégrant le postulat que pour être heureux, il faut avant tout se changer soi-même, on accepte en réalité de renoncer à changer le monde. Si mon bonheur ne tient qu'à moi et moi seul, à quoi bon m'ancrer dans une logique de changement plus large, à quoi bon lutter contre les structures du capitalisme qui nous oppriment.

C'est d'ailleurs l'une des thèses centrales de l'ouvrage d'Illouz et Cabanas. Les auteurs postulent clairement dans leur livre l'alliance objective de cette doctrine du bonheur et du néolibéralisme. En clair, plus les individus achèteront ces livres de développement personnel et moins ils se soucieront de combattre les injustices du monde. Ils expliquent ainsi que les personnes se sentant impuissantes face aux aléas de l'économie et se rassurent en se disant qu'ils peuvent retrouver prise sur leur vie, grâce aux outils fournis par l'industrie du bonheur.

Outils, qui fournissent, selon les auteurs, un "*sentiment d'espoir, de puissance et de consolation*". Un cocon de plénitude dans un monde mauvais, ou la dissolution de la lutte, dans la perspective du bonheur individuel.

Des journalistes du MONDE s'expriment sur le climat

Michel Sourrouille , Biosphere, 12 octobre 2018

Le principal bilan des échanges sur Internet à propos du GIEC, c'est qu'on n'entend plus s'exprimer les [négationnistes du climat](#) comme à une certaine époque. Ils avaient instillé le doute dans la population et reculé la prise de conscience globale. Ils sont donc pour partie coupable du fait qu'on n'a pratiquement plus le temps de réagir comme il le faudrait en limitant nos besoins en énergie fossile. Les journalistes du MONDE, Pierre Le Hir et Stéphane Foucart, ont répondu aux questions des Internauts sur le dernier rapport du GIEC. Synthèse, avec ajout démographique :

Pierre Le Hir : La priorité des priorités est de réduire drastiquement la consommation d'énergies fossiles – à commencer par le charbon – qui sont responsables de près de 90 % des émissions mondiales de CO₂... Le message vaut aussi pour les "peuples", qui devront accepter de modifier en profondeur leurs modes de vie... De nombreux gestes du quotidien (la consommation de viande, les transports aériens, l'achat de produits agricoles d'importation, la consommation énergétique en général...) sont sources d'émissions de gaz à effets de serre. Il devient de plus en plus évident que l'addition de quelques bonnes volontés et la modification à la marge des habitudes de consommation ne suffiront pas à endiguer la dérive climatique. Seule une volonté politique forte, au niveau international, pourra éventuellement infléchir le cours des choses... Il n'y a rien à espérer de Donald Trump, Mais on peut compter sur l'engagement de certaines villes et États américains. La Chine continue de construire des centrales à charbon à grande échelle. Quant à l'Inde, elle continue à promouvoir les énergies fossiles pour soutenir son développement économique... Au niveau mondial, le nucléaire représente moins de 5 % de la consommation d'énergie primaire. Sauf à construire de nouveaux réacteurs en série, il s'agit donc d'une question marginale par rapport au défi climatique. La situation est, il est vrai, différente en France, qui tire 75 % de son électricité du nucléaire. Mais, même dans l'Hexagone, l'atome ne représente qu'environ un quart des besoins énergétiques totaux. Le nucléaire n'est donc pas la réponse au réchauffement climatique.

Stéphane Foucart : Plusieurs phénomènes peuvent être anticipés : élévation des océans qui pourrait atteindre en moyenne 80 cm à 1 mètre à la fin du siècle, augmentation de la fréquence des canicules, modifications profondes des régimes de précipitations... Les économistes ne sont pas absents du processus d'expertise animé par le GIEC, mais la notion de croissance économique n'est pas remise frontalement en cause. Il est techniquement difficile de dissocier développement économique et sobriété énergétique : c'est le nœud du problème... Il n'existe

aucune juridiction susceptible d'instruire des plaintes contre les dirigeants pour mise en danger et inaction. Pour autant, les litiges se multiplient...

Démographie Responsable : On aurait aussi aimé une alerte du type : « *Contenir le réchauffement suppose un changement radical de la croissance de la population mondiale* », c'est-à-dire sa stabilisation rapide puis sa décroissance sur le long terme. Car il est bien évident que les 3,5 milliards d'habitants supplémentaires annoncés pour 2100 auront forcément un impact important sur le climat, sans même parler de l'impact de l'augmentation du niveau de vie des 2/3 de l'humanité actuelle. Mais bon, sujet encore tabou...

GIEC, l'AFP se défend de tout malthusianisme !!!

Suite au rapport du GIEC sur les transformations « sans précédent » à mettre en œuvre pour limiter le réchauffement climatique, l'Agence France Presse (AFP) a publié une infographie intitulée « Réduire son empreinte carbone ». On peut y voir les gestes permettant de réduire ses émissions de CO₂ allant de ceux ayant un « faible impact » jusqu'à ceux ayant un « impact élevé ». Si jusqu'ici rien ne choque, les internautes ont été interpellés de constater entre les habituels « changer ses ampoules » et « abandonner la voiture à essence », l'apparition de l'option « **avoir un enfant en moins** ». Très rapidement, les utilisateurs de Twitter se sont emparés de l'infographie et y ont répondu entre amusement et consternation.

Face à la multitude de réactions déclenchées par son tweet, l'AFP a publié un nouveau message dans lequel elle [met en lien la source](#) des données présentées dans l'infographie. L'agence de presse profite également de ce tweet pour se défendre de tout malthusianisme, doctrine prônant une restriction démographique et de préciser « comme vous l'aurez compris » qu'elle « ne vous invite pas à faire moins d'enfants ».

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2018/10/08/97001-20181008FILWWW00271-en-tweets-apres-une-infographie-maladroite-l8217afp-se-defend-de-tout-malthusianisme.php>

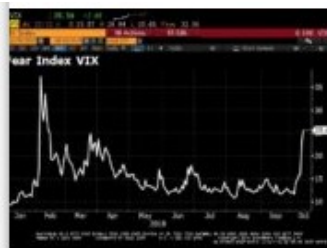
NB: Par contre il apparaît que les commentateurs de cet acte de soumission au politiquement correct sont plutôt malthusiens...

GIEC et politique, l'incompatibilité demeure

Depuis l'ère préindustrielle, la température planétaire a déjà augmenté d'environ 1 °C. Le dernier rapport du [GIEC](#) du 8 octobre indique que le seuil de 1,5 °C sera franchi entre 2030 et 2052. « *Ne pas dépasser 1,5 °C n'est pas impossible, mais cela demanderait des transitions sans précédent dans tous les aspects de la société. Or les émissions mondiales de gaz à effet de serre, après deux années de stagnation, sont repartiées à la hausse en 2017 et, selon les premières données, atteindront un nouveau record cette année. Les engagements pris par les États lors de la COP21 de Paris, à supposer qu'ils soient tenus, conduisent pour l'instant la planète vers un réchauffement de l'ordre de 3°C à la fin du siècle* »*.

Puisque la pédagogie de la catastrophe est inopérante, c'est la catastrophe qui servira de pédagogie.

SECTION ÉCONOMIE



Le VIX, "l'indice de la peur" qui affole Wall Street continue de bondir ! + 11% ce jour à 25,40

Publié le 12 octobre 2018 à 00:56:07 / 3 commentaires / 735 vues

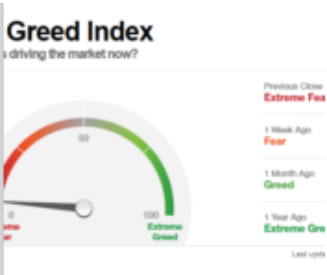
Le VIX, indice de volatilité du S&P 500 ou encore indice de la peur, est l'indicateur de sentiment le plus connu des traders et de tous ceux qui s'intéressent aux... Lire la suite



Ouch !... Le rendement à 10 ans italien vient d'atteindre plus de 3,6%. Son plus haut niveau depuis plus de 4 ans !!

Publié le 11 octobre 2018 à 23:03:06 / 2 commentaires / 410 vues

Ouch !... Le rendement à 10 ans italien vient d'atteindre 3,62%. Son plus haut niveau depuis plus de 4 ans !! Charles Gave: "L'Italie va sortir de l'euro !"... Lire la suite



C'est l'angoisse à Wall Street en cette fin de semaine, l'indice CNN de la peur vient d'atteindre un nouveau sommet

Publié le 11 octobre 2018 à 22:24:27 / 1 commentaire / 717 vues

En cette fin de semaine, c'est l'angoisse sur les marchés. Rappelons aussi que la dette sur marge (actions achetées à crédit) sur le NYSE tutoie des sommets... Lire la suite



La Deutsche Bank la future Lehman Brothers ?... Avec Philippe Béchade

Publié le 11 octobre 2018 à 19:38:25 / 2 commentaires / 1 849 vues

De nombreuses banques européennes sont malades, notamment en Italie, en Grèce, en Espagne, mais la Deutsche Bank, qui se trouve au cœur de l'économie la plus importante... Lire la suite



Analyse factuelle. On retrouve en 2018 les mêmes indicateurs qu'en 2008 !!

Publié le 11 octobre 2018 à 13:00:31 / 3 commentaires / 1 056 vues

Non mes amis, ce ne sera sans doute pas la « faim » du monde – quoique pour certains, les fins de mois sont difficiles, surtout les 30 derniers jours, comme le disait... Lire la suite

Le FMI sait que l'économie mondiale est plus exposée qu'en 2008

Article d'Ambrose Evans-Pritchard, publié le 10 octobre 2018 sur le [Telegraph](#)

Publié Par [Or-Argent](#) - Oct 12, 2018



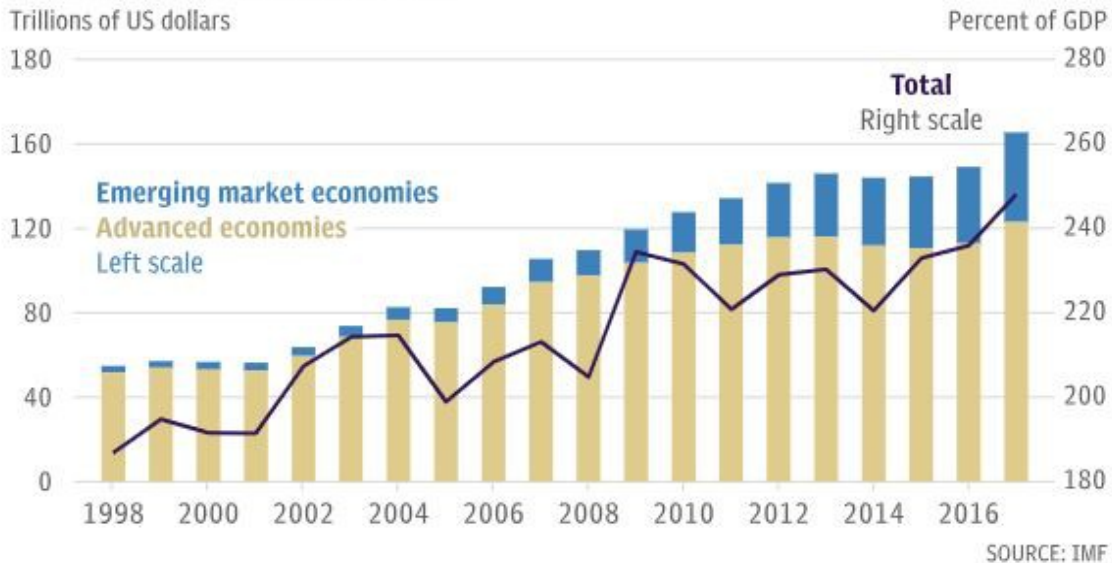
Le FMI nous titille. Il parle de « *courants sous-jacents dangereux* » dans le système mondial. Il avertit d'un « *resserrement soudain, des conditions financières* » susceptibles de faire exploser la bulle des actifs dans le futur, sans dire quand et sans expliquer comment.

Le titre de son rapport de stabilité financière a été rédigé pour interpeller : « *Une décennie après la crise financière mondiale : la situation est-elle plus sûre ?* » Mais le FMI ne répond pas à sa question, nous laissant dans l'expectative.

Permettez-moi donc de tenter de décrypter ce que pense le FMI, mais qu'il n'ose pas dire vu qu'il est le prisonnier politique de Washington, de Pékin et des défenseurs de l'Union monétaire en Europe.

Dans la liste des griefs du FMI, on retrouve un habitué, la dette. Les engagements des États, des ménages et des sociétés non financières ont atteint la barre des 167 trillions de dollars, une hausse bien supérieure à la croissance économique. Cela représente plus de 250 % du PIB mondial. À la veille de Lehman, nous étions à 210 %.

Total nonfinancial sector debt has continued to swell since the global financial crisis



Cet endettement supérieur signifie que le système est « *plus sensible aux variations des taux* », tandis que les types de dettes sont tout aussi gangreneux. Les émissions de crédit avec effet de levier sont supérieures à l'avant Lehman.

Un paragraphe édifiant sur les emprunts de type repo en Chine, liés au secteur de 11 trillions de dollars des « véhicules d'investissement », affirme que les volumes quotidiens sur ce marché ont été multipliés par 15 rien que cette année. Ils s'élèvent aujourd'hui au double du pic atteint aux États-Unis juste avant l'effondrement de 2008.

Ces repos sont utilisés pour « faire le pont entre des écarts d'échéances », soit entre des emprunts à court terme et des actifs à long terme non liquides. C'est exactement ce genre de déséquilibre qui a fait exploser la banque Northern Rock, puis Lehman lorsque les marchés des capitaux se sont figés.

Le FMI ébauche un dénouement horrible dans lequel les forces inflationnistes américaines sont subitement libérées, forçant la FED à bondir sur la pédale de frein. Le duo explosif augmentation des coûts du crédit et hausse du dollar frapperait de plein fouet les marchés émergents, qui subissent déjà les effets d'un étranglement « similaire à l'épisode de 2013 ».

Le Fond accuse tout en souplesse les États-Unis de provoquer une surchauffe avec sa « politique fiscale procyclique ». Il s'agit d'un descriptif alambiqué des baisses d'impôts et des dépenses décidées par l'administration Trump et le Congrès républicain, un mélange de politiques décidées en fin de cycle, soit de l'irresponsabilité criminelle.

Le FMI affirme que le déficit fédéral américain grimpera l'année prochaine à 5 %, et qu'il devrait tourner autour de ces niveaux jusqu'en 2023, ce qui devrait alors propulser la dette américaine à 117 % de son PIB. (...)

Cette politique qui engendre de la dette supplémentaire et redondante ne s'autofinancera pas,

cette dette reviendra hanter la société américaine. Mais ce n'est pas pour tout de suite. Pour l'année prochaine, la surchauffe de l'économie américaine est le problème numéro 1, et pas que des États-Unis.

Nous sommes en train d'atteindre un carrefour unique de l'histoire économique : les États-Unis ne sont plus la puissance économique hégémonique du monde, ils ne sont plus capables de porter à bout de bras le commerce mondial dans les moments difficiles, comme c'était le cas auparavant. Et ce en raison de la multipolarité du système mondial. L'Extrême-Orient est une force plus puissante. L'Europe n'est pas du menu fretin. C'est aux marchés émergents que l'on doit la part du lion de la croissance mondiale de la dernière décennie. Jusqu'à 80 % durant certaines années.

Malgré cela, les États-Unis restent le mammouth de la finance mondiale. La Chine, le Brésil, l'Inde et leurs pairs n'ont pas de marchés aussi liquides. L'euro reste dysfonctionnel.

Le système international des paiements est dollarisé. Tout comme le marché du crédit international. La BIS affirme que les crédits en dollars émis en dehors de la juridiction américaine, soit des crédits qui ne peuvent pas compter sur le soutien direct de la FED, ont explosé, passant de 2 trillions de dollars en 2002 à 13 trillions aujourd'hui. Si on inclut les produits dérivés, l'addition grimpe à 26 trillions.

La planète n'a jamais été aussi sensible à un resserrement monétaire de la FED, ou à la volatilité du dollar. C'est très dangereux.

Les premières impulsions de Trump et de la FED ont déjà balayé les marchés émergents les plus faibles, soit ceux qui affichent un déficit courant et qui disposent de faibles réserves. L'Argentine et la Turquie sont en crise. L'Afrique du Sud tient à un fil.

Même les pays les plus solides doivent faire marche arrière ou abandonner leurs intentions de baisse des taux. Cela a mené à une contraction des échanges commerciaux internationaux et provoqué un ralentissement industriel soudain dans la zone euro. (...)

La Chine fait face à un triple dilemme. Elle ne peut pas à la fois dégonfler la bulle du crédit, combattre le ralentissement économique et défendre le yuan. (...)

Le dernier canal de contagion possible, outre les émergents, est la zone euro non réformée. Comme le FMI l'a écrit clairement, le cercle vicieux entre les banques et les pays persiste, car il est intégré dans la structure de l'Union économique et monétaire. C'est d'ailleurs particulièrement visible aujourd'hui en Italie.

L'économie italienne est déjà à l'arrêt. C'est dangereux du point de vue de la dynamique de la dette. Les ennuis ont à peine commencé. Le FMI a averti que l'explosion du lien banques-nation en Italie ne sera pas contenue, tout le sud de l'Europe sera contaminé.

Certains se rassurent de voir que les taux espagnols et portugais ont à peine bronché durant le dernier opéra bouffe de Rome. Mais il est farfelu de croire que cela pourrait continuer en cas de crise aiguë, avec tous les risques de défaut et d'explosion de l'euro qui en découlent.

Le think tank « Notre Europe » de Jacques Delors, mais aussi d'autres, a averti que la zone euro ne survivra pas en l'état à une nouvelle récession mondiale. Sans union fiscale, c'est sans espoir. Le niveau de dette est bien plus proche du seuil fatal qu'en 2008. (...)

Cela dit, les conséquences d'une récession mondiale sur l'économie américaine pousseraient la FED à changer de cap. Mais quand ? (...) Le scénario bénin serait un recul de l'inflation au bon moment. La FED de Powell prendrait le pouls mondial, baisserait d'un ton et abandonnerait sa politique de resserrement monétaire. La Chine gagnerait 2 années supplémentaires pour organiser un atterrissage en douceur.

Espérons un tel scénario. Mais le mien voit la FED poursuivre sa route jusqu'à ce que quelque chose casse, à savoir l'économie mondiale.

La crise sera provoquée par un problème de liquidités

par [Charles Sannat](#) | 12 Oct 2018

« La prochaine crise viendra d'un problème de liquidités et on ne pourra plus compter sur les banques centrales ! » selon Didier Saint-Georges de la maison de gestion Carmignac qui est un poids lourd de la place parisienne avec ses dizaines de milliards d'euros sous gestion.

La liquidité, pour le moment, est en train d'être réduite par la FED, qui cesse ses injections et monte ses taux d'intérêt.

Il arrive un moment où ce retrait massif de liquidités va faire coïncider le système économique dans son ensemble.

Ce n'est pas moi qui le dis, c'est l'un des plus gros fonds français qui l'affirme. Ce n'est évidemment pas bon pour la Bourse.

Charles SANNAT

Un détail bizarre dans cette correction...

Rédigé le 12 octobre 2018 par [Simone Wapler](#)

La vieille corrélation inverse entre actions et obligations a été cassée pendant quelques jours. Un signe de plus de renversement de tendance.

Les marchés actions font couler beaucoup d'encre, mais comme nous vous le disons souvent, l'important, ce sont les marchés obligataires.

Avec la récente correction, il s'est passé quelque chose d'inattendu : les actions ET les obligations ont simultanément baissé.

Sur le graphique ci-dessous, vous voyez en bleu l'indice américain S&P 500 et en rouge le tracker TLT qui suit les bons du Trésor américain à 20 ans.

Depuis début octobre les obligations et les actions chutent en même temps. Entre le 2 et le 10 octobre, les actions ont chuté de 7% et les obligations de 4%.

Ce n'est que dans la séance d'hier que les deux marchés ont pris un chemin inverse.



Ce qui s'est produit entre le 2 et le 10 octobre n'est pas du tout prévu par les manuels des banquiers centraux, les études des grands planificateurs omniscients et la théorie du portefeuille moderne (1).

Au contraire, il est écrit que lorsque les actions baissent les obligations DOIVENT monter.

L'idée est que les investisseurs prennent peur et vont se réfugier dans la sécurité des obligations d'Etat.

Pendant très longtemps c'est ce qui se produisit. A tel point que de nos jours, quelque 400 Mds\$ sont gérés automatiquement par des ordinateurs programmés pour appliquer cette théorie.

Seulement, il y a un os avec cette théorie.

Si les taux montent, les obligations baissent. Et si les obligations baissent, ce ne sont plus un refuge.

Cette théorie de corrélation inverse ne fonctionne que si les obligations sont dans un long marché haussier. Alors, dans ce cas, il est logique de se réfugier sur le marché obligataire durablement haussier lorsque les actions baissent momentanément. Cela fait plus de 30 ans que les obligations sont dans un marché haussier.

Mais si les obligations étaient maintenant rentrées dans un long marché *baissier* ? Alors, le refuge n'est plus un refuge. Le canot de sauvetage fuit, de l'air s'en échappe.

Les obligations sont-elles vraiment rentrées dans un long marché baissier ?

Nous pensons que oui. Nous vous avons alerté dès cet été...



Il y a une autre chose bizarre qui s'est produite : le dollar a plutôt baissé face à l'ensemble des monnaies alors même que l'euro est miné par l'Italie. Là encore, la théorie classique veut que le dollar soit recherché lorsque les marchés flanchent.

Psychologie d'un "bull market"
... Et quand exactement avez-vous commencé à entendre ces voix vous disant que vous étiez immortel ?

LCA



Alors que faire ?

- D'abord, déconseiller à vos enfants d'embrasser une carrière de grand planificateur omniscient. Ces gens qui prétendent fixer les taux, les prix et tout réguler sont inutiles et nuisibles.
- Ensuite, croire ce que vous constatez plutôt que les théories économiques et financières.
- Enfin, se tourner vers les expériences des générations précédentes.

En l'occurrence, l'Histoire nous dit que le surendettement se termine toujours mal même si la fausse monnaie ou le crédit gratuit peuvent faire longtemps illusion.

Comment vous préparer à la fin du surendettement ? [Lisez notre dernier rapport ici](#).

NOTE : (1) Théorie développée par Harry Markowitz en 1952 et qui lui valut le prix Nobel

Donald Trump a trouvé son prochain bouc émissaire

Rédigé le 12 octobre 2018 par [Bill Bonner](#)

Le boom économique de ces dernières années a été acheté à crédit avec des taux maintenus artificiellement bas. Le coupable d'une future récession est désigné d'avance.

Nous avons vu le passé, le présent et le futur... trébuchant les uns sur les autres.

Ont défilé les erreurs de ces 20 dernières années — financées par des milliers de milliards de dollars d'argent factice, injectés dans les marchés par les banques centrales du monde entier.

Les gros titres, cependant, ont ignoré le passé pour se pencher sur le présent : les marchés sont tous passés au rouge.

Et puis il y avait l'avenir... et Donald Trump pour nous expliquer ce qui se passe :

« En fait, c'est une correction que nous attendons depuis très longtemps, mais je ne suis vraiment pas d'accord avec ce que fait la Fed... »

Je pense que la Fed est devenue folle...

Le problème [qui fait chuter les marchés] selon moi, c'est le Trésor et la Fed. La Fed devient dingue et ils n'ont aucune raison de le faire. Je ne suis pas content. »

Trump agit lui aussi. Il pointe du doigt la Fed, se préparant à en faire un bouc émissaire, pendant qu'il met sur pied toute une nouvelle série de « relances » insensées permettant de fausser les marchés et de repousser à plus tard le moment de rendre des comptes.

Une expansion frauduleuse achetée avec 250 000 milliards de dollars de dettes mondiales

Commençons par le Dow Jones. Sa dégringolade marque-t-elle le début de la fin du boom ?

Nous n'en savons rien, et cela n'a guère d'importance : ce que nous nous savons, en revanche, c'est que la fin est proche. Les expansions ne finissent pas par manquer d'argent ; elles finissent par manquer de temps. Or le temps ne peut pas être falsifié, étiré ou « imprimé » par la Fed.

Même une expansion saine — nourrie par une augmentation de la production, des ventes, des revenus et des profits — finit par se retrouver à court de temps. Les erreurs s'accumulent. Elles doivent être corrigées.

Sauf que cela n'a jamais été une expansion « saine » : elle a été financée en dépouillant l'avenir. C'est-à-dire qu'elle a été rendue possible par quelque 250 000 milliards de dollars de dette mondiale, empruntés à des taux d'intérêt artificiellement bas.

L'argent factice et les taux factices ont produit un boom factice ; les prix des actions boursières

ont pris le mors aux dents tandis que les revenus chutaient dans l'économie réelle.

Voici la réalité selon le site The Hill :

« Près de deux tiers des Américains interrogés affirment qu'ils n'ont pas vu d'augmentation de leur salaire net suite à la loi de réforme fiscale républicaine l'an dernier, selon un nouveau sondage.

Un sondage Gallup publié mercredi montre que 64% des sondés affirment n'avoir pas vu d'augmentation de leur salaire net suite à la réduction de l'impôt fédéral sur le revenu. Cette conclusion est identique aux résultats du sondage Gallup de février/mars, réalisé peu de temps après que les modifications fiscales ont été mises en place ».

Le boom, en d'autres termes, est une fraude.

Il a été acheté et payé avec 4 000 milliards de dollars d'argent factice créé par la Fed... et un total de 20 000 milliards de dollars environ de la part des banques centrales du reste de la planète ces 20 dernières années.

Une réduction d'impôts frauduleuse

La réduction d'impôts était elle aussi frauduleuse. Sans réduction des dépenses, cette perte de recettes fiscales devait bien venir de quelque part...

L'argent dépensé pour « stimuler » l'économie aujourd'hui a été pris sur les recettes fiscales et doit être couvert par des prêts — à rembourser demain. Ces emprunts supplémentaires ont fait grimper les taux d'intérêt, qui menacent désormais tout ce clinquant édifice.

Hier, aujourd'hui et demain se rencontrent sur le marché du crédit. L'épargne d'hier (en théorie) est prêtée aux taux d'aujourd'hui, pour être remboursée avec les revenus de demain.

A mesure qu'augmente le poids de la dette d'hier... et que les attentes de revenus de demain déclinent... les taux d'intérêt perdent la boule.

Après 36 ans de baisse des rendements et de hausse des prix obligataires, le rendement des T-Bonds a rebondi de ses plus bas en 2016. Aujourd'hui, le rendement de référence — le T-Bond à 10 ans — est supérieur de près de 200 points de base à son plancher.

C'est un monde nouveau pour la plupart des gens. Les Américains n'ont pas connu de vrai marché baissier de l'obligataire depuis 1980. En d'autres termes, une génération entière a grandi dans un monde factice de taux en baisse, comme si le crédit facile était une réalité de la vie — comme la gravité et les fouilles au corps dans les aéroports.

La gravité est réelle. Les marchés baissiers obligataires aussi. La baisse des taux, elle, n'est réelle que depuis 38 ans. Avant cela, les taux d'intérêt grimpaient !

Le dernier marché baissier obligataire a duré de 1946 à 1980 — à peu près une génération. Lorsqu'il a pris fin, on pouvait acheter tout le Dow pour une seule once d'or... et six fois les revenus. Les taux hypothécaires dépassaient les 12%... et la Fed avait remonté son taux directeur à 20%.

En deux mots, si ce nouveau marché baissier obligataire se déroulait comme prévu, ce serait l'enfer.

On pourrait par exemple s'attendre à voir le Dow à 10 000 points ou moins... les prix de l'immobilier divisés par deux... et jusqu'à 30 000 milliards de dollars d'ersatz de richesse américaine partis en fumée.

Mais rappelez-vous, nous avons aperçu l'avenir, en plus du passé et du présent. L'équipe Trump se prépare déjà à intervenir — avec la complicité du Congrès et de la Fed — pour empêcher cette baisse de l'obligataire.

Ils étoufferont plutôt la correction... et rendront les choses bien, bien pires.

Des chiffres concernant votre durée d'esclavage

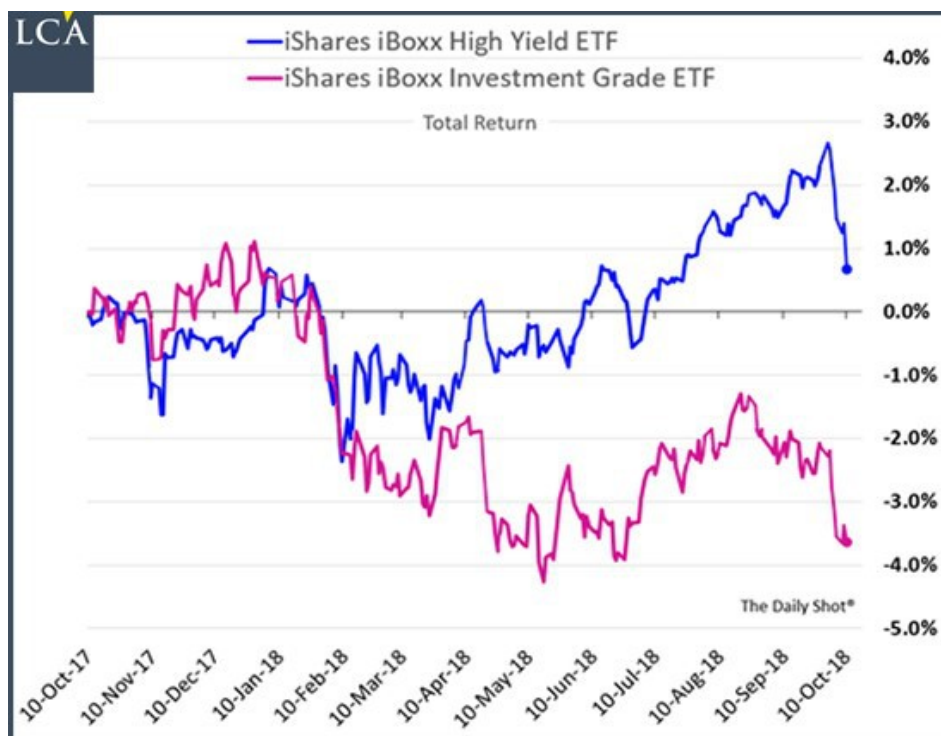
Rédigé le 11 octobre 2018 par [Simone Wapler](#)

Les fumerolles de l'ivresse de l'argent gratuit commenceraient-elles à se dissiper ? M. le Marché semble subitement perméable à la hausse des taux et au poids de la dette.

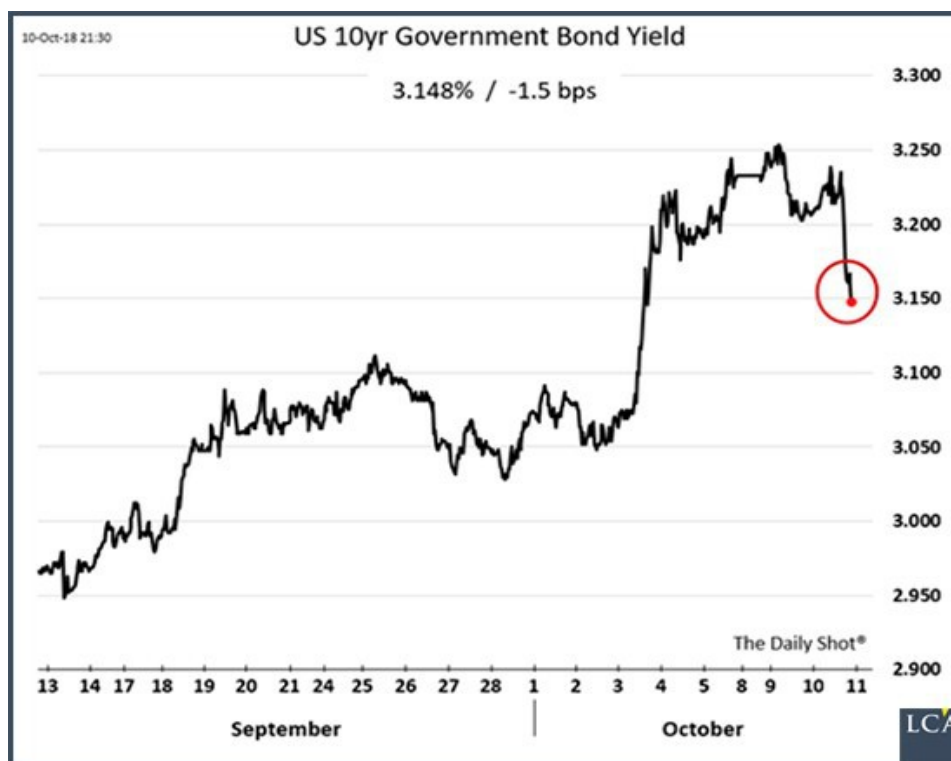
Les indices actions américains ont chuté, valeurs technologiques en tête.



Les obligations d'entreprises ont chuté également car là aussi, les taux se sont tendus, que ce soit les grandes entreprises bien notées (en rose sur ce graphique) ou les plus risquées (en bleu).



Le bon du Trésor à 10 ans a trouvé des acheteurs et le taux est passé de 3,25% à 3,15%.



Le bon du Trésor est toujours considéré comme une valeur refuge, même si les Etats-Unis sont criblés de dettes. Les Etats-Unis sont « trop gros pour faire faillite ».

Les matières premières se sont pris une claque sur le museau, pétrole et cuivre en tête.

Les cryptomonnaies restent encore abandonnées.

Mais l'or a repassé la barre des 1 200 \$ l'once...

Politiques contracycliques à contrepied du bon sens

Dans l'économie d'autrefois – celle d'avant les banquiers centraux, les politiques monétaires, les politiques de relance, etc. – le marché de la dette fonctionnait de la façon suivante :

Chaque prêteur jugeait l'emprunteur qui le sollicitait. Plus le prêteur estimait le risque élevé, plus il demandait un taux d'intérêt élevé. L'ensemble de ces informations donnait une indication sur le contexte général.

Lorsque les taux montaient à l'unisson, cela voulait dire que les risques de faillite augmentaient. Les entrepreneurs y regardaient alors à deux fois avant de se lancer, surtout qu'obtenir de l'argent devenait difficile. L'économie ralentissait jusqu'au moment où la perception du risque redevenait favorable et les affaires reprenaient.

Dans cette économie on considérait que la production rentable précédait la richesse et non pas que la consommation créait la richesse.

Mais au XXème siècle, tout a changé. Désormais, les économies sont pilotées par des grands planificateurs omniscients et les gouvernements appliquent des politiques dites contracycliques au vu d'agrégats économiques. L'économie cale ? On subventionne la consommation.

L'avènement du créditisme

Lorsque les risques montent, pour contrer le ralentissement de l'activité, les banquiers centraux baissent les taux directeurs – le prix de la création de crédit. Rappelons que depuis l'avènement du créditisme, l'argent d'un prêt est créé « à partir de rien » par les banques commerciales. Ensuite, les banquiers centraux essaient de monter à nouveau les taux lorsqu'ils pensent, au vu des agrégats économiques, que tout est rentré dans l'ordre. Ce faisant, ils déclenchent une crise boursière, financière et bancaire.

De baisse de taux en baisse de taux, de relance en relance, une montagne de dette s'est formée ; les zombies qui survivent en raison de taux d'intérêt falsifiés pompent le sang de l'économie saine.

Mais il y a deux choses qu'un banquier central ou un gouvernement ne peut créer :

- Des contribuables solvables
- Du temps

Bill Bonner proposait un calcul des dettes en temps. Ceci permet d'envisager les choses en gommant le maquillage économique obtenu par des taux d'intérêt factices.

Combien de temps allez-vous être esclaves de la dette ?

Prenons la dette publique, par exemple.

Supposons qu'il faille la rembourser.

La charge du remboursement est évidemment du ressort des contribuables solvables, ceux qui travaillent. Laissons les enfants et les vieillards de côté.

Aujourd'hui, en France, nous devrions consacrer 2,2 années de travail à temps plein pour rembourser la dette. Autrement dit 26 mois d'esclavage durant lesquels nous serions totalement dépouillés des fruits de notre travail.

En fait, c'est bien plus. Car nous travaillons déjà pour l'Etat jusqu'au mois de juillet de chaque année — le fameux mois de libération fiscale (n'oubliez pas au passage que vos impôts *aussi* servent à rembourser les engagements de l'Etat — la charge de la dette, c'est-à-dire les intérêts). Il ne nous reste donc que moins de six mois par an de libre.

Voici quelle est la situation des esclaves de la dette de quelques pays d'Europe :

LCA	PIB		Dette en % PIB	Population active milliers	Salaire moyen par mois	Dette par travailleur	Durée de remboursement		Jour de libération fiscale
	Mds\$	Mds€					mois	années	
Allemagne	3 677	2 050	64,1%	44 793	3 875 €	45 756 €	12	1,0	10-juil
France	2 583	2 179	97,0%	28 070	2 998 €	77 617 €	26	2,2	27-juil
Italie	1 935	2 221	132,0%	23 369	2 434 €	95 042 €	39	3,3	08-juil
Espagne	1 311	1 121	98,3%	19 344	1 952 €	57 931 €	30	2,5	08-juin
Portugal	218	239	126,0%	4 826	1 148 €	49 493 €	43	3,6	12-juin
Grèce	200	311	179,0%	3 920	1 060 €	79 414 €	75	6,2	10-juil

Source des données : *tradingeconomics.com* Institut Molinari pour le jour de libération fiscale

Les Allemands ne doivent qu'un an d'esclavage. Nous ne sommes pas très loin des Espagnols. Les Italiens et les Portugais ont des durées d'esclavage presque équivalentes. En revanche, on voit combien les discours selon lesquels les Grecs sont sortis d'affaires sont ineptes.

Evidemment, les esclaves de la dette se révolteront un jour et il faudra bien affranchir tout le monde. Ce sera le jour J du jubilé. Ce jour là, les débiteurs, ceux qui doivent quelque chose, seront gagnants mais les créiteurs, ceux qui ont quelque chose, seront perdants.

Ce n'est pas parce que le crédit est fabriqué à partir de rien et que les banquiers centraux décrètent les taux que l'argent est gratuit...

« Trump pense que la FED est devenue folle et... il a raison !! »

L'édito de Charles SANNAT 12 Oct 2018

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Je vous ai montré et démontré dans plusieurs éditos qu'en montant les taux à un moment où, qui plus est, le pétrole monte, la FED allait volontairement déclencher une crise qui peut être dévastatrice.

Quand les riches maigrissent, les pauvres, eux... meurent de faim. Voilà le véritable crime que sont en train de commettre les autorités monétaires américaines.

Ce n'est pas grave si Wall Street s'effondre, ce n'est pas grave de perdre quelques dividendes, non, ce qui est grave c'est que toutes les crises financières créées de toutes pièces par l'augmentation volontaire des taux entraînent des conséquences pour les sans-dents de tous les pays dans l'économie réelle.

Voilà le problème.

Comme à chaque guerre, le petit peuple est sacrifié. Il sert ici de variable d'ajustement économique et de contrepartie financière. Ce que nous serons des milliards à perdre, quelques centaines de mamamouchis vont le gagner.

Voilà le véritable scandale.

Pour la première fois depuis quelques décennies, pour ne pas dire siècles, un président américain ose dire que la FED est folle.

La FED ne s'occupe pas de l'intérêt commun (et la BCE non plus)

La FED est une institution privée, inféodée à des intérêts privés et particulièrement puissants. Mais la FED, comme un certain nombre de puissants, semble être tombée sur un os appelé Trump, et ce qu'il va se passer entre la FED et la Maison-Blanche, entre Wall Street qui symbolise la finance mondialisée et Main Street qui symbolise l'homme de la rue, va être très intéressant à suivre dans les prochaines semaines.

Le Dow Jones chute de 832 points, ce qui semble énorme, sauf que cela ne représente qu'une baisse de 3,15 %.

C'est une grosse baisse, mais après 300 % de hausse (je force à peine le trait), cela n'est pas très significatif ni très inquiétant.

Ce qui est inquiétant c'est la suite. Beaucoup d'observateurs s'amuse à prédire une crise en... 2020 ! Rien ne dit qu'elle a plus de chance de survenir en 2020 que maintenant ou inversement.

Faut-il se ruer vers les abris ? D'après Trump, ce n'est pas utile, car il pense qu'il s'agit là d'une simple « correction » des marchés financiers et non pas d'un krach. Il a déclaré « En fait, c'est une correction que nous attendions depuis longtemps, mais je suis vraiment en désaccord avec ce que fait la FED », devant des reporters en Pennsylvanie.

Si Trump ne veut pas faire paniquer Main Street, et les Américains moyens, il n'en reste pas moins que son discours est très clair. Ce n'est pas un krach (pour le moment), mais la FED fait tout ce qu'il faut pour que cela le devienne alors que moi, le président des classes moyennes, je fais tout ce qui est en mon pouvoir pour assurer l'avenir et la prospérité de mes électeurs.

Je ne vous dis pas que c'est la stricte vérité ni que vous devez croire cette affirmation. Je vous dis que c'est l'histoire qui est racontée aux Américains, et la fiction imaginaire propagée par le clan Trump. La réalité, d'ailleurs, ne donne pas forcément tort aux trumpistes pour le moment.

Trump pense que la FED a perdu la raison

Nous sommes en pleine période électorale des *mid-terms* aux États-Unis. Trump vante son bilan économique, plutôt bon.

Une bonne crise économique ne serait pas pour déplaire à certains...

La FED a même indiqué qu'elle relèverait encore plus ses taux... Provoquant le mini-krach en cours. La FED savait très bien quelles seraient les conséquences.

Ce qui est différent cette fois, c'est que le président des États-Unis en personne rentre dans le lard des banquiers centraux en disant publiquement tout le bien qu'il pense de leur politique, et qui correspond peu ou prou à ce que je vous dis depuis des mois.

Si la FED monte les taux, elle va créer une crise. Si elle les monte trop, elle va créer une insolvabilité généralisée et un effondrement systémique. C'est donc une politique absurde.

Et c'est exactement ce que dit Trump sans prendre de précautions oratoires. À la Trump quoi !

« Le Président américain s'en est encore pris à la FED, qui relève les taux trop rapidement à son goût. «Je pense que la FED fait une erreur. Ils sont tellement durs. Je pense que la FED est devenue folle», a même lancé Trump devant les journalistes, alors que la Banque centrale américaine, désormais dirigée par Jerome Powell, s'appête à remonter ses taux pour la quatrième fois de l'année le 19 décembre. Il était extrêmement rare, jusqu'à l'élection de Trump, qu'un président américain critique ouvertement la FED, supposée être indépendante. »

De leur côté, les mondialistes soutiennent la FED, ils veulent leur crise, ils veulent racheter des actifs pas chers, ils veulent créer des problèmes pour arriver avec leurs solutions qui consistent à rapiner les États et les peuples rendus exsangues à vil prix. Ils veulent faire dérailler la popularité de Trump par une crise économique dont il serait rendu responsable.

C'est une guerre, une guerre sans morts, mais une guerre à mort pourtant, comme le disait Mitterrand.

Christine Lagarde défend la FED

« En revanche, Christine Lagarde, directrice du Fonds monétaire international (FMI), a tenu de son côté à défendre la FED américaine. Lagarde juge que le relèvement des taux est un développement nécessaire compte tenu de la forte croissance de l'économie aux États-Unis. Ainsi, la dirigeante du FMI a jugé les décisions de la Banque centrale américaine légitimes, nécessaires et inévitables. »

Vous voyez bien le grand tableau d'ensemble n'est-ce pas ?

Que va-t-il se passer ?

Le combat politique entre les deux clans, souverainistes et mondialistes, pourrait prendre une tournure économique et dramatique avec un effondrement provoqué.

Les uns accusant les autres de tous les maux.

Les mondialistes tenteront de se défaire de Trump en rêvant de faire des pays « souverainistes » de nouveaux Venezuela. Trump pourrait fort bien profiter des « erreurs » qui n'en sont pas de la FED pour reprendre le contrôle de la Réserve fédérale en la nationalisant.

C'est un combat à mort.

Il faudra choisir son camp.

Et chaque épargnant devra lui-même prendre ses propres responsabilités sur les choix qu'il convient de faire pour affronter au mieux les secousses qui arrivent. Ces secousses vont concerner l'épargne, mais aussi vos patrimoines, vos emplois, votre employabilité, et bien évidemment, vos retraites et vos pensions.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu. Préparez-vous !

Les 7 outils dont se servent les États-Unis pour dominer le monde

par [Charles Sannat](#) | 12 Oct 2018

« Les sept armes imparables qui permettent aux États-Unis de dominer le monde », c'est sous ce titre que *La Tribune* a écrit un papier digne d'intérêt repris par le site Euractiv.fr.

En gros, les USA font à peu près ce qu'ils veulent et disposent d'un certain nombre d'outils dont ils usent et abusent pour assurer leur domination économique.

Les États-Unis frappent et frappent fort.

Ils ne retiennent pas leurs coups ni leurs amendes.

Nous, nous ne faisons rien, et l'Europe reste un nain politique qui bavasse tandis que son leader titube à chaque sommet, je parle évidemment de Jean-Claude Juncker. Vous savez, celui qui a mal dos...

En voici la liste.

Charles SANNAT

1/ L'arme de l'extraterritorialité

« La domination des États-Unis sur le reste du monde tient à ce que certaines lois américaines s'appliquent à des personnes physiques ou morales de pays tiers en raison de liens parfois ténus avec les États-Unis (un paiement en dollars par exemple). C'est l'arme imparable des États-Unis pour sanctionner les personnes et les entreprises non américaines. »

2/ L'arme des sanctions économiques

« Hier, Cuba, la Libye, le Soudan, aujourd'hui, l'Iran à nouveau, la Russie. Les États-Unis mettent en œuvre des sanctions économiques et embargos au cas par cas. Ainsi, le Congrès américain a voté la loi CAATSA (Counter America's Adversaries Through Sanctions Act ou en français «Contre les ennemis des États-Unis par le biais des sanctions») pour sanctionner la Russie. Cette loi impose des sanctions économiques contre toute entité ou pays qui conclut des contrats d'armement avec des entreprises russes. »

3/ L'arme anticorruption

« Pas question de badiner avec la corruption. Les États-Unis veillent. Ainsi, la législation américaine réprime la corruption d'agents publics à l'étranger. Cette lutte est incarnée par le Foreign Corrupt Practices Act (FCPA) de 1977. Et les États-Unis y ont mis les moyens. Ils ont à ce titre été parmi les principaux promoteurs de la Convention sur la lutte contre la corruption

d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales adoptée dans le cadre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en 1997. En outre, la lutte contre la corruption est clairement assumée comme la seconde priorité du FBI, juste après le contre-terrorisme. »

4/ L'arme du protectionnisme commercial

« C'est l'un des risques majeurs pour les échanges commerciaux mondiaux, la recrudescence des mesures protectionnistes. En 2017, 20 % de ces mesures ont émané des États-Unis, ce qui augmente considérablement leur impact sur l'économie mondiale, précisait AON dans sa 21e édition de la cartographie internationale des risques politiques, terrorisme et violences politiques. »

« L'impact des décisions de Donald Trump est significatif notamment dans la métallurgie et l'aéronautique et pourrait engendrer des mesures de rétorsion, principalement de la part de la Chine », avait estimé en avril dernier Jean-Baptiste Ory, responsable du Pôle Risques Politiques d'Aon France.

5/ L'arme du CFIUS

« Les nouvelles règles, liées à la réforme du Comité sur les investissements étrangers (CFIUS) adoptée cet été, vont exiger des investisseurs étrangers qu'ils soumettent obligatoirement aux autorités toute prise de participation – et non plus seulement prise de contrôle – dans une entreprise américaine appartenant à l'un des 27 secteurs clés désignés, dont l'aéronautique, les télécoms, l'industrie informatique, celle des semi-conducteurs et des batteries. Cette réforme constitue la première mise à jour des règles du CFIUS depuis plus de 10 ans. Toutefois, l'administration Trump préparerait d'autres réglementations pour les domaines de l'intelligence artificielle et des infrastructures. »

6/ ITAR

« Quatre lettres inquiètent les industriels de la défense : ITAR (International Traffic in Arms Regulations). Pourquoi ? Si un système d'armes contient au moins un composant américain sous le régime de la réglementation américaine ITAR, les États-Unis ont le pouvoir d'en interdire la vente à l'export à un pays tiers. »

7/ L'arme du Cloud Act

« Désormais, le Cloud Act (Clarifying Lawful Overseas Use of Data Act) s'applique à toutes les sociétés relevant de la juridiction des États-Unis et qui contrôlent les données, quel que soit le lieu où elles sont stockées, selon l'avocat Yann Padova. Les grands acteurs américains du cloud et leurs filiales devront donc s'y conformer. Tout comme le devront les autres entreprises du secteur, y compris européennes, qui opèrent sur le territoire américain. »

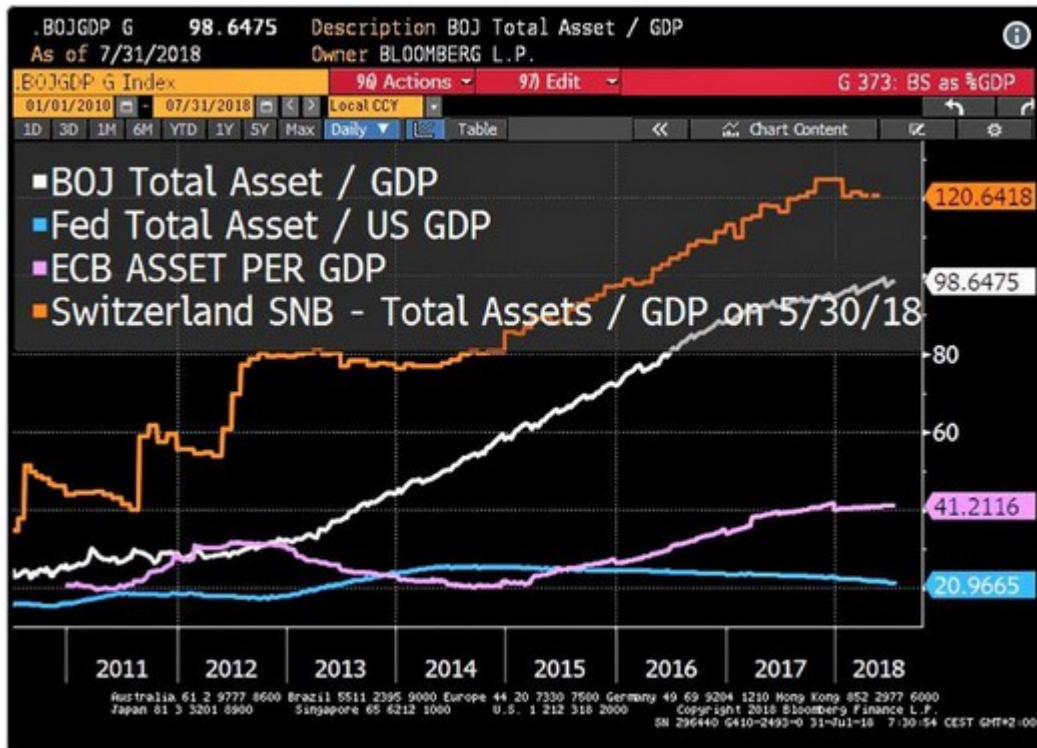
Source Euractiv.fr [ici](#)

La baisse du dollar favorise un rebond des bourses. Ne pas saisir le couteau qui tombe.

Bruno Bertez 12 octobre 2018



ECB says it won't rescue Italy government or banks unless a bailout program is in place.



Daniel Lacalle ✓
@dlacalle_IA



Europe's problem is much bigger than markets perceive.

1. No investor would finance governments at these yields or close.
2. No government is willing to implement structural reforms.
3. No additional ECB stimulus is going to lift countries out of structural problems.

03:29 - 12 oct. 2018

♥ 88 💬 61 personnes parlent à ce sujet

Hier on a enfoncé les moyennes mobiles 200



Pour les professionnels, les pros , les étudiants,

<https://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/scpwps/ecb.wp2183.en.pdf>

[\[BloombergQ\] Stock Slump Shows Signs of Easing, U.S. Futures Up: Markets Wrap](#)

[\[Reuters\] Oil prices rise, but still set for weekly fall amid equities rout](#)

[\[Reuters\] China's September trade surplus with U.S. widens to record \\$34.13 billion](#)

[\[BloombergQ\] Australia's Central Bank Warns of Heightened Trade-War Risk to Economy](#)

[\[FT\] Pakistan's IMF bailout adds to Belt and Road woes](#)

Une note intéressante de Carmignac:

Le lecteur y reconnaîtra plusieurs idées que nous développons depuis très longtemps.

Mais l'essentiel n'est pas là!

L'essentiel il est dans le fait que comme la plupart des maisons Carmignac considère que la baisse est une opportunité pour investir, ce contre quoi nous nous élevons très fortement.

La baisse quand elle interviendra, -et elle interviendra, même si on ne sait pas si celle ci est la bonne-, je dis donc la baisse quand elle interviendra sera saignante et il faudra à tout prix résister à la tentation de saisir le couteau qui tombe.

La découverte du moment, la découverte de Nanette Vitamine, c'est que les conditions financières se resserrent. Qu'elles doivent se resserrer, on le sait depuis ... 2013, la belle affaire!

Les mesures des conditions financières sont simples et elles ne rendent pas compte de ce qui se passe en profondeur et des mécanismes qui sont à l'oeuvre.

L'appétit pour le risque peut contrecarrer les facteurs objectifs de resserrement des conditions financières, on l'a vu en 2017. Donc on ne peut se servir des soi disant mesures des conditions financières pour en déduire l'évolution de l'appétit pour le risque.

L'appétit ou le non appétit se mesurent par ses manifestations et ces manifestation de l'appétit c'est que lorsqu'on en a alors, on mange, on achète tout indifféremment, il y a unanimité sur les amrchés. Quand on est rassasié, on devient selectif, on chipote, il y a des divergences. Et depuis fevrier 2018 les divergences se multiplient.

Ci dessous une soi disant mesure des conditions financières, c'est la courbe en bleu et vous noterez pour l'interpréter que les condition se resserrent quand la courbe monte.



Quand la marée descend

Carmignac.

Le nouveau paradigme de liquidités exacerbe la polarisation des performances, tant aux plans géographiques que sectoriels.

Changement de paradigme

Le discours des banquiers centraux ne laisse aujourd'hui plus d'ambiguïté: le régime global de liquidités va continuer de s'appauvrir, pour s'inverser l'an prochain. Si la marée commence tout juste à redescendre de l'étale de haute mer, qu'en seront les effets sur les marchés actions et obligataires dans les prochains mois?

Aux États-Unis, la généreuse politique fiscale de D. Trump constitue une pompe à croissance considérable qui, associée au resserrement monétaire de la Fed, agit comme un «aspirateur» à dollars et maintient des conditions financières favorables à l'économie américaine. En revanche, les premières victimes sont les pays émergents et particulièrement ceux qui dépendent du dollar (comme l'Argentine).

En Europe, l'inflexion de la politique monétaire imminente, constituera un environnement radicalement nouveau, en particulier pour les pays dépendants de la confiance des investisseurs pour le financement de leur déficit budgétaire. L'Italie devra à ce titre être surveillée. Sans les achats inconditionnels et réguliers de la BCE, à quel niveau de taux d'intérêt les émissions italiennes trouveront-elles preneuses?

Ce nouveau paradigme de liquidités qui caractérise l'année 2018 a pour principale conséquence d'amplifier l'effet des chocs exogènes.

America First

Le premier choc externe est la forte montée en puissance de la posture protectionniste de l'Administration Trump, qui cible majoritairement, quoique pas exclusivement, la Chine.

En rejetant le libre-échange comme un modèle optimum de régulation du commerce mondial, tout l'enjeu de l'Administration Trump est de renégocier les accords commerciaux afin d'en sortir, par l'argument du rapport de force, gagnant. De même que la politique monétaire a pour effet d'aspirer les capitaux vers les États-Unis, le protectionnisme commercial a pour ambition de ponctionner la croissance du reste du monde. Pas étonnant dès lors que les investisseurs parient aujourd'hui sur le marché américain devant tout autre marché.

Pour les investisseurs, ces tensions créent des mouvements de panique ponctuels qui sont autant d'opportunités d'achat. Néanmoins, les tensions internationales pourraient durer, et devenir une composante nouvelle et durable de la toile de fond des marchés.

Perdant-perdant

La question est de savoir si la montée du protectionnisme s'avérera favorable à l'économie américaine. Or rien n'est moins sûr.

Certes, l'édification des barrières douanières devrait rendre de nombreuses importations moins compétitives. Mais, l'industrie américaine n'est aujourd'hui pas en mesure d'en profiter, faute

de pouvoir produire des produits de substitution compétitifs et en quantités suffisantes. Ainsi, paradoxalement, la position de force de l'économie américaine aujourd'hui ne constitue pas un avantage si convaincant. Quant à la Chine, l'impact sur sa croissance ne doit pas être surestimé (la part de la demande domestique est croissante et le gouvernement dispose encore de leviers pour soutenir son économie), mais il sera difficile à éviter.

En tant qu'investisseur, il devient vital de se garder des valeurs vulnérables, et, en revanche, identifier les entreprises qui, par leur positionnement et leurs qualités propres, offrent le maximum de visibilité.

Le dilemme des marchés obligataires

Les traditionnels actifs refuges comme les emprunts d'État américains ou allemands profitent pour l'instant de la montée des incertitudes politiques. Mais comme indiqué précédemment, la marche globale vers la normalisation monétaire produit des forces de rappel puissantes vers des rendements plus élevés. Les marchés obligataires semblent encore en douter.

La croissance américaine est proche de la surchauffe avec une inflation qui a dépassé le stade du frémissement. Certes le dynamisme économique allemand montre des signes d'essoufflement mais les rendements de sa dette souveraine, encore excessivement bas, sont incompatibles avec la perspective de l'arrêt définitif des achats d'obligations par la BCE.

Par conséquent à court terme le risque semble asymétrique. Sauf à anticiper une soudaine poussée d'aversion au risque (qu'on ne peut exclure), le rendement des emprunts refuges présente un risque de dérapage important.

En revanche à moyen terme, le ralentissement du cycle économique, la persistance des forces déflationnistes structurelles pourraient bien s'accompagner d'une remontée de l'aversion au risque, et d'une rechute des anticipations d'inflation. Ceci contrecarrerait à partir de 2019 l'ambition des Banques centrales de normaliser leurs politiques, pénaliserait durement les marchés actions, et pousserait de nouveau à la baisse les rendements des emprunts d'État.

Une gestion très fine et tactique de la gestion des risques actions et de la sensibilité aux taux d'intérêt s'impose donc comme un impératif de la gestion active des prochains trimestres.

Le nouveau paradigme de liquidités exacerbe la polarisation des performances, tant aux plans géographiques que sectoriels. Elle constitue la nouvelle toile de fond des marchés, requérant des investisseurs une sélectivité extrême. Le temps de la gestion passive est révolu.

Guerre Commerciale Chine/ Etats-Unis

Par [Charles Gave](#) 7 octobre, 2018

Si je devais résumer les articles que j'ai lu depuis que la « guerre commerciale » a commencé entre les Etats-Unis et la Chine, il me faudrait utiliser la célèbre formule que d'aucuns ont attribué au Maréchal de Mc Mahon : « *Hier, nous étions au bord du gouffre, aujourd'hui nous avons fait un grand pas en avant* ».

A lire tous ces braves plumitifs dont l'incompétence ne le dispute qu'à la suffisance, nous

serions au bord de la catastrophe, l'économie Chinoise va s'effondrer, le retour de la grande dépression est imminent et d'ici peu, il va falloir se balader en bicyclette et en robes de bure, chaussées de brodequins de chrétiens de gauche et claquant des dents sous la bise glaciale qui ne va pas manquer de se lever. Nous serons à la fois pauvres et laids. Curieusement, ce sont les mêmes qui nous disent depuis des lustres que la surpopulation entrainera la pénurie et que nous allons devoir nous promener à bicyclette etc... (voir plus haut) si nous ne sacrifions pas immédiatement à la déesse Gaia (voir mon article sur la nouvelle Foi). J'imagine que dans le premier cas, ils pensent qu'eux aussi devront circuler à vélo à la place de se balader dans le second cas en voiture officielle bien chauffée, mais je suis peut-être injuste en pensant que ce qui les affole serait de se retrouver avec les gens du peuple, dont ils parlent beaucoup mais qu'ils n'ont jamais rencontré. Il est étrange de constater que ceux qui adorent l'Humanité détestent le peuple.

A mon humble avis, ces bienfaiteurs de l'humanité sous estiment gravement la capacité des Chinois à se préparer à ce qui leur apparaissait comme inévitable, c'est-à-dire un mouvement vers le protectionnisme de la part des Américains. Car en fait, les autorités de l'Empire du Milieu se préparent depuis dix ans au moins à cette éventualité et sont tout sauf surpris, car depuis 2008 au moins, ils organisent avec beaucoup de soin ce que j'ai appelé dans nombre d'articles « la dédollarisation de l'Asie »

Je m'explique.

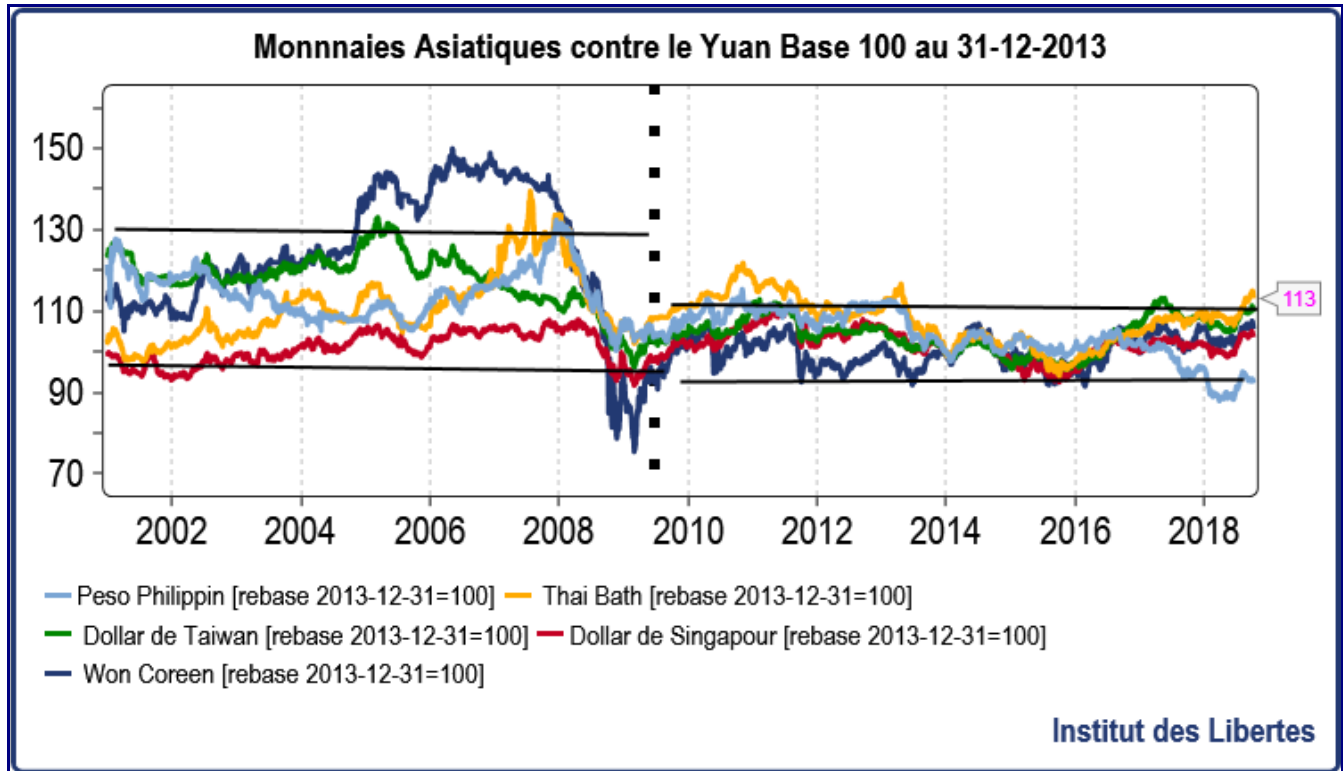
Pourquoi 2008 ? Parce que c'est le moment où les Chinois se sont rendus compte que nos banquiers centraux étaient des plaisantins dont le seul but était de demander au bourreau « *encore cinq minutes* » puisqu'ils n'hésitaient pas à foutre en l'air leur monnaie plutôt que de forcer les politiciens à s'attaquer aux réformes de fond. Inutile de dire que la crise de l'Euro de 2012 et les « solutions apportées », qui consistaient à ruiner les épargnants pour permettre le financement à fonds perdus des Etats sociaux-démocrates les a renforcés dans cette conviction. Leur impression très nette fût que nous étions devenus incapables de « *boire la soupe amère* » (que l'on boit après une cuite) pour utiliser leur expression ce qui veut dire que nous serions devenus incapables de nous imposer la moindre contrainte, aussi temporaire et légère serait-elle.

Car qu'ont-ils vu en 2008 ? Alors que tout le commerce inter-asiatique se passait exclusivement en dollar, d'un seul coup, après la faillite de Lehmann-Brothers, il devint impossible de trouver le moindre dollar sur le marché des changes et importations et exportations asiatiques s'écroulèrent pour la simple raison que le numéraire (le dollar) n'était pas disponible. Et pourquoi ? Parce que les grandes banques françaises financent ce commerce international, ce qu'elles font en empruntant de l'argent à New-York pour le prêter en Asie. Et pendant quelques mois, les banques françaises et étrangères ne purent plus emprunter du tout à NY.

Et depuis, les autorités chinoises se baladent partout en demandant aux Coréens, Taiwanais et autres, pourquoi diable facturez-vous vos clients étrangers en dollar ? Ce à quoi lesdits Taiwanais et Coréens répondent que la volatilité de leurs monnaies était trop forte, les mouvements de change trop importants, ce qui leur faisait courir des risques qu'ils ne pouvaient prendre. Qu'à cela ne tienne, répondirent les Chinois, que chacun s'occupe de la volatilité de sa propre monnaie vis-à-vis du Yuan et nous nous occuperons du reste ! Après tout si chacun maintient sa monnaie vis-à-vis du Yuan dans des limites étroites, tout le monde sera

stable.

Et voilà le résultat.



Et ce que l'on voit apparaître après 10 ans, c'est un très joli serpent monétaire du style de celui que l'on avait en Europe avant l'introduction du détestable Euro. Et du coup, tout le monde peut faire du commerce dans sa monnaie nationale, celui qui serait en déficit pouvant se faire financer sans difficultés par la banque centrale Chinoise ou par les nouvelles institutions internationales créées par les autorités chinoises dont je vais parler maintenant.

Car les autorités chinoises ont créés il y a quelques temps un nouveau FMI et une nouvelle banque mondiale dont ils offrirent une part du capital à tous les pays qui le voulaient bien, non seulement en Asie, mais partout ailleurs, ce que la Grande-Bretagne s'empressa d'accepter, mais pas le Japon... Et du coup, si un pays a un problème, le nouveau FMI s'en occupera et si un autre a besoin de capitaux à long terme, la nouvelle banque mondiale sera très heureuse de fournir des prêts à long terme, en Yuan ...

Continuons

Pour prévenir un ralentissement à craindre si les USA devenaient protectionnistes, quoi de plus normal que de préparer des listes de grands travaux à effectuer dans tous les pays d'Asie dans le cadre des nouvelles 'routes de la soie' qui relieront tous ces pays à ... la Chine, tant il est vrai qu'il n'existe pas d'empire sans que toutes les routes ne mènent à Rome.

Hélas, la Chine reste très dépendante et du pétrole et du dollar, puisqu'il lui faut payer ce pétrole en dollars...

Qu'à cela ne tienne, Xi et Putin ont passé des accords selon lesquels la Russie fournira de plus en plus de pétrole et de gaz à la Chine, la Chine finançant les pipelines, et ce pétrole sera

payable en yuan et non plus en dollars, ce qui change tout. Il devient en effet beaucoup moins indispensable pour la Chine de gagner des dollars puisqu'elle peut acheter tout ou partie de son énergie en yuan...

Oui mais voilà, du coup la Russie va se retrouver avec plein de yuan, dont elle ne saura pas trop quoi faire...

Aucun problème, la Chine a ouvert au début de cette année un marché à terme du pétrole, non pas en dollar comme tous les autres marchés à terme de l'or noir, mais en Yuan, ce qui permettra à tous ceux qui passeraient des contrats à long-terme avec la Chine de se couvrir sans difficultés, sans passer à aucun moment par le dollar et sans risque donc de tomber sous le joug des lois américaines, qui ont une fâcheuse tendance à s'appliquer de plus en plus aux non-américains.

Et si la Russie a encore trop de Yuans après s'être couverte, la Chine semble prête à convertir ces Yuans en ...or et pour ce faire stabilise sans doute le cours de l'or en Yuan qui a été extraordinairement stable depuis deux ans. Chaque fois que l'onze d'or **passé en dessous de 8200** Yuans par once « *quelqu'un* » achète de l'or et ce *quelqu'un* est très probablement la banque centrale Chinoise. Tout se passe comme si la Chine garantissait que le prix de l'or ne sera pas autorisé à baisser en dessous de 8200 y, ce qui donne une garantie de stabilité à tous les détenteurs de Yuans.

Bien entendu, tout cela pourrait être le fruit du hasard, mais je n'en crois pas un mot.

Les Chinois savaient depuis longtemps qu'un conflit commercial était inévitable avec les USA et ils ont soigneusement préparé le terrain.

Qu'est que tout cela veut dire en termes de placements ?

Voilà qui est simple.

La plupart des observateurs scrutent le cours du yuan vis-à-vis du dollar tous les jours et en tirent toutes sortes de conclusions qui n'ont aucun intérêt.

La seule chose qui compte pour la Chine est la stabilité des monnaies asiatiques vis-à-vis du yuan. En aucun cas, il ne faut que la monnaie chinoise dévalue contre les autres monnaies asiatiques, puisque cela les rendrait moins compétitifs et les affaiblirait. La Chine a sans aucun doute décidé de passer par pertes et profits ses excédents avec USA, qui ont sans doute duré plus longtemps qu'ils ne l'espéraient et vont s'attacher à organiser LEUR zone.

Et comme tous ces pays vendent plus à la Chine qu'aux USA (dans un rapport de 3 à 1) et que le taux de croissance des exportations asiatiques vers la Chine est le double du taux de croissance des exportations asiatiques vers les USA, le lecteur comprendra sans peine pourquoi ces pays savent de quel côté leur tartine est beurrée...et écoutent avec beaucoup de soin ce que leur dit l'oncle Xi.

Qui plus est, dans le passé, quand le dollar montait, comme tous les emprunts locaux avaient été effectués en dollar, la région s'appauvrissait et les bourses locales baissaient. Et quand le dollar baissait, tout montait.

Et comme le dollar est monté cette année, tout le monde a vendu avec abandon l'Asie, ce qui était sans doute une erreur en raison des préparatifs de la Chine dont peu de gens ont perçu

l'importance.

Et donc, à mon avis, cette baisse récente constitue une occasion d'achat, non pas simplement sur la bourse chinoise (qui n'est pas chère) mais aussi sur toutes les autres bourses asiatiques qui pèteront à la hausse le jour où les marchés se rendront compte que l'Asie est devenue indépendante du dollar.

Quand cela se produira-t-il ? Aucune idée. Je n'ai jamais eu le moindre sens du « timing » et, en plus de quarante ans de carrière je n'ai jamais acheté le jour du plus bas ni vendu le jour du plus haut. Mais 10 ans après, cela n'avait plus aucune importance.

Aussi, je pense en toute honnêteté que le meilleur portefeuille pour les années qui viennent sera constitué par des positions qui seront 50 % en obligations longues de l'état Chinois et 50 % d'actions dans la zone Asie Ex Japon.

Et demander à quelqu'un comme la HSBC de vous le constituer ne doit pas être au-dessus des capacités d'une banque dont le siège est à Hong-Kong/Londres (après avoir été à Shanghai).

Et je signale immédiatement aux râleurs de services (si, si, il y en a parmi les lecteurs de l'IDL) que je ne toucherai aucune commission de cette vieille institution dont l'origine remonte au trafic de l'opium au XIX -ème siècle, ce qui rassurera tout un chacun sur sa solidité financière, et qu'en tout état de cause, comme tout un chacun, je peux me tromper et que les fonds propres de l'IDL seront insuffisants pour compenser leurs pertes.

Parr contre, ils peuvent être certains que s'ils perdent, je perdrais sans aucun doute autant qu'eux.